LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

● RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Les hydrocarbures, les infrastructures et l'hydraulique à l'ordre du jour

(P5)

● PROGRAMME PRÉSIDENTIEL DE RENOUVELLEMENT DU PARC NATIONAL DE TRANSPORT

Moderniser le système de transport et améliorer les conditions de sécurité routière

(P3)

LE FMI AFFIRME QUE LES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES ONT PLUS QUE DOUBLÉ EN CINQ ANS

L'Algérie accélère sa transformation structurelle fondée sur des bases solides

L'Algérie est en train de dessiner un nouveau paysage économique, caractérisé par une meilleure attractivité pour l'investissement, une numérisation croissante des services publics et privés, et une diversification stratégique des secteurs économiques. Selon le Fonds monétaire international (FMI), ces progrès témoignent d'un tournant structurel, fondé sur des « bases déjà solides » et une adaptation rapide aux exigences d'un contexte macroéconomique mondial en mutation.

(Lire en Page 4)

● CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

Elle sera maintenue jusqu'à l'Aïd El-Fitr, assure Noureddine Haridi

(P4)

● PALESTINE

Préparation d'une nouvelle étape de mobilisation en soutien à la cause palestinienne

(P12)

EDITION N° 7682 - JEUDI 5 FÉVRIER 2026 - PRIX : 10 DA - ETRANGER : 0,8 EURO - SITE INTERNET : WWW.LEMAGHREB.DZ

Perquisition dans les locaux français de X : le réseau dénonce un «acte judiciaire abusif»

Le réseau social X a dénoncé mardi un « acte judiciaire abusif » reposant « sur des motivations politiques », après la perquisition de ses locaux français.
« Les allégations ayant justifié cette perquisition sont infondées et X réfute catégoriquement avoir commis la moindre infraction », a indiqué la plateforme dans un message publié sur la plateforme sociale de la société X, basée aux États-Unis.
« Le parquet de Paris a donné un large écho médiatique à cette mesure, démontrant ainsi qu'elle constitue un acte judiciaire abusif visant à atteindre des objectifs politiques illégitimes », a ajouté X.
« Le parquet tente manifestement d'exercer une pression sur la direction générale de X aux États-Unis en visant notre entité française, étrangère aux faits poursuivis, ainsi que ses employés, au mépris des mécanismes procéduraux établis par les traités internationaux leur permettant de collecter des preuves et du droit de X de se défendre », a poursuivi la plateforme.
Elon Musk et Linda Yaccarino doivent être entendus le 20 avril 2026.
« Cette mise en scène ne fait que renforcer notre conviction que cette enquête viole le droit français, constitue un détournement de procédure et porte atteinte à la liberté d'expression », a souligné X, ajoutant être « déterminée à défendre ses droits fondamentaux ainsi que ceux de ses utilisateurs ».
« Nous ne nous laisserons pas intimider par les mesures mises en œuvre aujourd'hui par les autorités judiciaires françaises », a conclu le réseau social.
Pour rappel, la perquisition a été menée mardi dans les locaux français de X dans le cadre d'une enquête ouverte en janvier 2025 par la section de lutte contre la cybercriminalité du parquet de Paris, avec le concours de l'Unité nationale cyber de la gendarmerie et d'Europol. Des salariés de la plateforme seront entendus en qualité de témoins.
L'enquête fait suite à deux signalements reçus le 12 janvier 2025 et vise notamment le fonctionnement de Grok, le dispositif d'intelligence artificielle de X, suspecté d'avoir diffusé des contenus négationnistes et des deepfakes à caractère sexuel, certains impliquant des femmes et des mineurs.

La Belgique s'apprête à supprimer la limite d'âge pour les réservistes militaires

La Belgique se prépare à supprimer la limite d'âge pour rejoindre l'armée en tant que réserviste dans le cadre d'efforts visant à renforcer le recrutement et à mobiliser un réservoir plus large d'expertises, selon une proposition soumise au parlement.
Peter Buysrogge, député de la Nouvelle Alliance flamande (N-VA) et président de la commission Défense de la Chambre, a présenté un projet de loi visant à abolir la limite d'âge actuelle de 34 ans pour les réservistes ordinaires. La limite d'âge pour les officiers réservistes, actuellement fixée à 50 ans, serait également supprimée en vertu de la proposition.
« De nombreuses personnes intéressées à devenir réservistes atteignent cette limite. Cela signifie que nous passons à côté de beaucoup de monde », a déclaré Buysrogge.
Les réservistes en Belgique servent sur une base volontaire aux côtés de leurs emplois civils et ne sont pas employés à plein temps par l'armée. Selon Buysrogge, le système permet aux forces armées de puiser des compétences professionnelles spécifiques lorsqu'elles en ont besoin.

Chine-Russie : Xi Jinping propose un « plan ambitieux » pour renforcer les liens bilatéraux

Le président chinois Xi Jinping a appelé mercredi à un « débat approfondi » sur un plan « nouveau et ambitieux » pour développer les relations bilatérales avec la Russie, lors d'une réunion en ligne avec son homologue russe, Vladimir Poutine. « En ce jour symbolique, je serais ravi d'avoir une discussion approfondie avec vous sur le développement conjoint d'un plan nouveau et ambitieux pour les relations bilatérales », a déclaré Xi lors de cette vidéoconférence retransmise par la chaîne russe Rossiya-24. Xi a souligné que les relations entre la Chine et la Russie entraient dans une « nouvelle phase de développement » et a rappelé que cette année marquait le 30e anniversaire de l'établissement d'un partenariat stratégique entre les deux pays, le 25e anniversaire de la signature du traité sino-russe d'amitié et le lancement de l'Année Chine-Russie de l'éducation. « Il est important de saisir cette opportunité historique, de continuer à approfondir la coopération stratégique et de porter conjointement les responsabilités des grandes puissances pour assurer le développement continu des relations sino-russes dans la bonne trajectoire », a insisté Xi. Il a également rappelé que la célébration du 80e anniversaire de la victoire de la « guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise » et de la « guerre mondiale anti-fasciste » témoignait de la détermination des deux pays à « préserver les résultats de la Seconde Guerre mondiale et la justice internationale ». « Je suis prêt à échanger avec vous sur les grandes questions stratégiques », a ajouté le président chinois. De son côté, Vladimir Poutine a estimé que le lien diplomatique entre Moscou et Pékin restait un « facteur de stabilisation important » dans un contexte de « turbulences mondiales croissantes ». « Nous sommes prêts à poursuivre la coordination la plus étroite possible sur les questions mondiales et régionales, tant bilatéralement que dans tous les forums multilatéraux — ONU, BRICS, SCO et autres — où le tandem russo-chinois joue un rôle clé à bien des égards », a déclaré Poutine. Il a qualifié la coopération bilatérale entre les deux pays « d'exemplaire » et s'est dit confiant dans la force et le développement des liens russo-chinois, quelle que soit la situation internationale actuelle. Poutine a également souligné que la Russie était le principal fournisseur de ressources énergétiques de la Chine et que leur partenariat énergétique était « mutuellement bénéfique et véritablement stratégique », précisant que les deux pays dialoguaient activement sur l'énergie nucléaire pacifique et promouvaient des projets de haute technologie, notamment dans l'industrie et l'exploration spatiale. « L'instauration d'un régime sans visa a sans doute contribué à la croissance des échanges commerciaux et des contacts humanitaires. Je vous remercie pour cette initiative, que nous avons immédiatement soutenue », a ajouté le président russe. En septembre dernier, la Chine avait annoncé un régime sans visa pour les citoyens russes, valable du 15 septembre 2025 au 14 septembre 2026. De son côté, la Russie a adopté en décembre un décret autorisant l'entrée sans visa pour certaines catégories de citoyens chinois pour une durée maximale de 30 jours. Ces discussions entre Xi et Poutine interviennent alors que les tensions entre les États-Unis et l'Iran se sont accrues ces dernières semaines. Les relations entre Pékin et Moscou se sont renforcées ces dernières années, le volume commercial ayant atteint environ 220 milliards de dollars l'an dernier.

Au moins 47 personnes tuées dans plusieurs attentats distincts à travers le Nigeria

Au moins 47 personnes ont été tuées mardi lors d'une série d'attaques menées par des bandits armés dans les États de Katsina, Kwara et Benue, alors que les communautés rurales continuent de payer le plus lourd tribut à l'aggravation de la crise sécuritaire au Nigeria.
Dans l'État de Katsina, au moins 20 habitants ont été tués lorsque des bandits ont pris d'assaut la communauté de Doma, dans le quartier de Tafoki, zone de gouvernement local de Faskari.
Selon des témoins, les assaillants ont circulé sans être inquiétés, tirant sur les villageois et incendiant des maisons ainsi que des véhicules avant de prendre la fuite. Le président du conseil local de Faskari, Surajo Aliyu, a confirmé l'attaque, la qualifiant de représailles meurtrières et de la plus grave enregistrée ces derniers mois.
« Cette attaque est une attaque de représailles, et elle est particulièrement meurtrière. Nous n'avons rien vu de tel au cours des cinq derniers mois », a-t-il déclaré.
Dans l'État de Kwara, des bandits ont tué au moins 10 villageois dans les communautés de Woro et Nuku, dans la zone de gouvernement local de Kaiama. Les assaillants, qui opéreraient depuis la forêt du parc national de Borgu, dans l'État voisin du Niger, ont attaqué les villages vers 18h00, tirant de manière sporadique et incendiant plusieurs habitations.
Un responsable communautaire a confirmé le bilan, précisant que de nombreux habitants ont fui dans la brousse pour échapper aux violences. Le gouvernement de l'État a condamné les attaques, les qualifiant « d'expression lâche de frustration » de cellules terroristes face aux opérations antiterroristes en cours.
Dans l'État de Benue, 17 personnes, dont un agent de la police mobile, ont été tuées lorsque des hommes armés ont attaqué le marché d'Abande, dans le quartier de Mbaikyor, district de Turan, dans la zone de gouvernement local de Kwande. Les assaillants ont ouvert le feu sur les commerçants et les habitants, faisant plusieurs morts sur place. La porte-parole de la police de l'État de Benue, Udeme Edet, a confirmé l'attaque.

France : Nestlé élargit la portée des rappels d'aliments pour bébés

Nestlé France a annoncé le lancement d'un rappel supplémentaire pour un lot d'aliments pour bébés Guigoz. La déclaration précise que les autorités européennes et françaises ont mis à jour les méthodes d'analyse du céréulide sur la base de nouvelles informations scientifiques, et que la décision a été prise dans ce cadre. Soulignant qu'avec l'évolution des méthodes d'analyse du céréulide, un lot supplémentaire d'aliments pour bébés Guigoz a été rappelé volontairement en plus des lots précédemment rappelés, la déclaration indique que l'entreprise accorde une importance particulière aux normes de qualité.
Nestlé avait également rappelé certains lots de Guigoz en France en janvier et en décembre.
L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avait recommandé, le 2 février, l'abaissement de la valeur seuil acceptable pour la toxine céréulide présente dans les aliments pour bébés. Les autorités françaises, suivant cette recommandation, ont abaissé la limite supérieure autorisée pour cette toxine en raison des risques liés à la toxine céréulide, qui a suscité des controverses dans les aliments pour bébés et a entraîné auparavant le retrait de produits de différentes marques. En raison de la toxine céréulide, diverses marques ont rappelé ces derniers mois de nombreux aliments pour bébés commercialisés dans plusieurs pays.

PROGRAMME PRÉSIDENTIEL DE RENOUVELLEMENT DU PARC NATIONAL DE TRANSPORT

Moderniser le système de transport et améliorer les conditions de sécurité routière

Les autorités publiques intensifient leurs efforts pour assurer des déplacements plus sûrs sur les routes du pays, avec un accent particulier sur le renouvellement du parc national de transport de voyageurs. Hier, mardi, à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé une réunion de coordination consacrée à ce dossier stratégique dans le cadre de l'importation d'un lot ambitieux de 10 000 bus. Un communiqué du ministère rappelle que cette opération vise à moderniser profondément le système de transport public, à réduire les délais de déplacement et à améliorer les conditions de sécurité routière pour les citoyens.

Selon les informations fournies, l'opération de réception des cargaisons de bus, inscrite dans le programme présidentiel de renouvellement du parc national de transport, a débuté dimanche dernier. Cette première phase marque une étape clé dans la mise en œuvre d'un plan pluriannuel destiné à substituer l'ancien matériel par des véhicules plus modernes, plus sûrs et mieux adaptés aux besoins actuels des usagers. En parallèle, l'Etablissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV), qui dépend de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale, a déjà reçu 335 bus. D'autres cargaisons, en provenance de Chine et d'Allemagne, doivent suivre progressivement, avec pour objectif d'élever rapidement le niveau de qualité des services tout en renforçant la sécurité du transport public.

RÉCEPTION DE LA PREMIÈRE SÉRIE DE 380 BUS

Lors d'une allocution en marge de la réception de la cargaison, Walid Bougous, directeur général de l'Entreprise portuaire, a donné des détails supplémentaires sur le déroulement du projet. Selon lui, la première série de 380 bus, réceptionnée mardi soir, s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui vise l'importation de 10 000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs. Cette étape est présentée comme un levier majeur pour moderniser les réseaux d'autocars et de bus urbains, améliorer la sécurité des passagers et optimiser les itinéraires et les services publics.

Le responsable portuaire a aussi annoncé l'accostage au port de Jijel, le 6 février prochain, d'un autre navire chargé de 210 bus. Cette nouvelle cargaison s'inscrit dans une suite logistique accélérée pour répondre rapidement aux besoins des villes et des régions du pays. Selon les déclarations officielles, l'opération de réception d'autres bus « se poursuivra au cours des prochains jours », signe tangible d'un calendrier d'exécution resserré et d'un engagement politique fort en faveur d'un transport public plus sûr et plus fiable.

Au-delà de l'aspect purement technique et logistique, ce programme s'inscrit dans une vision stratégique visant à réduire la dépendance à l'égard de l'importation tout en renforçant les capacités nationales de production et d'entretien des véhicules. L'implication de l'EDIV et les partenariats internationaux avec des constructeurs européens et asiatiques illustrent une approche pragmatique mêlant expertise locale et technologie étrangère. L'objectif ultime est de fournir des véhicules répondant aux normes internationales en matière de sécurité routière, d'accessibilité et de confort des usagers — critères essentiels pour gagner la confiance du public et inciter davantage de citoyens à emprunter les transports en commun.

Les autorités soulignent également l'importance de la formation des conducteurs et du personnel technique, ainsi que l'amélioration des

infrastructures associées, telles que les dépôts, les stations de maintenance et les systèmes de contrôle du trafic. Par ailleurs, l'intégration de systèmes de dispatching, de suivi et de gestion de flotte est envisagée afin d'optimiser les itinéraires, réduire les temps d'attente et améliorer la réactivité en cas d'incidents. Cette dimension numérique et opérationnelle vient compléter le volet physique des acquisitions et contribue à rendre le transport public plus sûr, plus efficace et plus attractif pour les citoyens.

L'effort collectif des pouvoirs publics — à travers le ministère concerné, l'EDIV et les acteurs portuaires — manifeste une volonté claire de transformer durablement le paysage des transports en Algérie. Le renouvellement du parc national de transport, soutenu par l'importation massive de bus, représente une étape majeure vers une mobilité plus sûre, plus inclusive et mieux adaptée aux exigences du XXIe siècle. Les prochaines semaines et mois seront déterminants pour évaluer les résultats concrets sur le terrain et pour ajuster les dispositifs en fonction des retours des usagers et des opérateurs.

Hamza B.

HUIT BARRAGES SONT DÉJÀ REMPLIS À 100 % DANS PLUSIEURS WILAYAS

Une bouffée d'oxygène à l'agriculture

L'Algérie traverse une période où les précipitations abondantes et les chutes de neige ont transformé les réservoirs d'eau en un atout stratégique pour l'économie agricole et l'élevage. Avec un taux de remplissage national de 44,2 %, les barrages offrent aujourd'hui une marge de sécurité face aux risques de stress hydrique, un indicateur qui nourrit l'espoir d'une saison verdoyante et plus stable pour les acteurs du monde rural. Cette amélioration, constatée après plusieurs semaines de pluies soutenues, marque une avancée sensible des réserves hydriques à l'échelle du pays.

Le message de prudence est tempéré par une note d'optimisme: « Tous les barrages sont aujourd'hui en eau », a déclaré Abdellatif Azira, directeur général de l'Agence des barrages et transferts, lors du Forum El Moudjahid, hier. La tendance, selon lui, reste favorable et le taux de remplissage pourrait atteindre près de 60 % à la fin de la saison hivernale. Une progression qui, selon les analyses, renforcerait la capacité du pays à faire face à d'éventuelles variations climatiques et à des périodes de tension hydrique, tout en soutenant, sur le terrain, les pratiques agricoles et pastorales.

Dans le détail, le panorama esquissé par Azira est particulièrement encourageant: huit barrages sont déjà remplis à 100 % dans plusieurs wilayas — Mascara, Tissemsilt, Mostaganem, Jijel, Skikda et El Tarf, entre autres. À cela s'ajoutent 58 autres barrages dont le taux de remplissage dépasse les 50 %, signe d'une amélioration généralisée des capacités de stockage et de l'endurance du réseau hydraulique national face aux aléas climatiques. Cette dynamique est saluée comme une garantie supplémentaire pour les saisons à venir, notamment pour l'irrigation des cultures et l'alimentation du bétail.

Parallèlement, le réseau national des barrages s'apprête à s'élargir, avec la réception prochaine de cinq nouveaux ouvrages à Souk Ahras, Khenchela, Tizi Ouzou, El Tarf et Annaba. Certains entreront en exploitation dans les prochains mois, d'autres d'ici la fin de l'année ou au cours du premier trimestre de l'année prochaine. Le total passerait ainsi de 81 à 86 barrages, renforçant la résilience hydrique dans des zones sensibles et facilitant l'accès à l'eau pour les exploitations agricoles et les villages dépendants du réseau public d'approvisionnement.

Pour Abdellatif Azira, ces réalisations placent l'Algérie dans une position « confortable » pour anticiper d'éventuels épisodes de sécheresse dans les années à venir. Elles s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à sécuriser durablement les ressources hydriques et à préserver l'activité agricole, pilier de l'économie et du volet social du pays. À l'approche du mois de Ramadhan, le directeur général tient également à rassurer les citoyens : l'approvisionnement en eau potable sera assuré de manière normale. Un dispositif anticipé a été mis en place pour répondre aux besoins du mois sacré, mais aussi à ceux de la période estivale, période souvent marquée par une demande accrue.

L'envasement des barrages demeure une problématique clé à surveiller. Des opérations de dévasement sont en cours, mobilisant des techniques adaptées à l'état des ouvrages. Une dizaine de barrages, en service depuis plus de cinquante ans, sont particulièrement concernés. Ces interventions permettent de récupérer une part significative des capacités de stockage, avec un impact direct sur l'alimentation en eau potable et l'irrigation agricole. En optimisant les capacités de retenue, l'État espère offrir une meilleure sécurité hydrique pour les agriculteurs et les éleveurs, qui dépendent d'un accès régulier à l'eau pour le nourrissage des bêtes et la culture des fourrages.

En pratique, cette embellie hydrique se traduit par des perspectives plus favorables pour les saisons de pâturage et la disponibilité des surfaces fourragères. Les éleveurs, qui ont connu des années marquées par la pénurie, pourraient profiter d'un gain en herbe et en pâturage, contribuant à la stabilisation des coûts de l'alimentation animale et au maintien de l'élevage dans des conditions plus soutenables. Pour les agriculteurs, c'est aussi une opportunité de sécuriser des cultures d'irrigation qui nécessitent des arrosages réguliers et de meilleures conditions hydriques pour les cultures maraîchères et les céréales.

Bien sûr, la prudence demeure: les pluies, si elles se poursuivent, pourraient influencer la volatilité saisonnière et les niveaux de remplissage diffèreront selon les bassins. Une gestion adaptée des ressources, des programmes de dévasage et une coordination entre les opérateurs hydrauliques et les agriculteurs restent indispensables pour transformer ces barrages en véritable bouclier hydrique et économique.

H. B.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Les cours du pétrole marquent une pause

Les cours du pétrole marquaient une pause hier, dans un marché attentif aux tensions géopolitiques.

Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril grappillait 0,16%, à 67,44 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en mars prenait tout juste 0,28%, à 63,39 dollars.

Il est bon de rappeler que l'Algérie et sept autres pays de l'Opep+ ont confirmé, au début de la semaine en cours, leur décision adoptée en novembre dernier de suspendre toute augmentation de la production jusqu'en mars 2026, contribuant ainsi à préserver les équilibres du marché au profit des producteurs et des consommateurs, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

Cette décision a été réaffirmée lors d'une réunion de coordination tenue par visioconférence entre les huit pays engagés dans des ajustements volontaires de production dans le cadre de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés non membres). Il s'agit de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, d'Oman et de la Russie, précise la même source.

La réunion ministérielle a été consacrée à la mise en œuvre des mécanismes d'évaluation et de suivi des décisions des pays participant à la Déclaration de Coopération (OPEP+).

A l'issue des échanges, les membres du Groupe ont confirmé le maintien de la suspension de toute augmentation de la production jusqu'en mars 2026, réaffirmant "leur engagement en faveur d'une coordination étroite entre les huit pays et l'importance d'un suivi continu et attentif de l'évolution du marché pétrolier international".

Selon le communiqué, le maintien des niveaux de production au premier trimestre est "pleinement cohérent avec les conditions actuelles du marché et témoigne du sens des responsabilités et de la crédibilité des pays de l'OPEP+". Dans un contexte marqué par des facteurs saisonniers, "cette approche prudente et proactive contribue à préserver les équilibres du marché au profit des producteurs et des consommateurs".

Par ailleurs, l'Algérie a également pris part aux travaux de la 64e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), aux côtés des représentants de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de l'Irak, du Koweït, du Nigeria, du Venezuela, ainsi que du Kazakhstan et de la Russie.

Au cours de cette réunion, les membres du JMMC ont évalué le degré de conformité des pays OPEP+ à leurs engagements de réductions volontaires de production pour les mois de novembre et décembre 2025.

A cette occasion, le Comité a salué les efforts des pays participants, tout en soulignant que "le respect strict et continu des décisions collectives demeure un facteur déterminant pour la préservation de la stabilité du marché pétrolier international", conclut la même source.

R.N.

LE FMI AFFIRME QUE LES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES ONT PLUS QUE DOUBLÉ EN CINQ ANS

L'Algérie accélère sa transformation structurelle fondée sur des bases solides

L'Algérie est en train de dessiner un nouveau paysage économique, caractérisé par une meilleure attractivité pour l'investissement, une numérisation croissante des services public et privé, et une diversification stratégique des secteurs économiques.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), ces progrès témoignent d'un tournant structurel, fondé sur des « bases déjà solides » et une adaptation rapide aux exigences d'un contexte macroéconomique mondial en mutation. L'augmentation des exportations hors hydrocarbures, qui a plus que doublé en cinq ans, illustre particulièrement cette dynamique de diversification et de résilience, et renforce les mécanismes de résorption des déséquilibres externes du pays.

Au cœur de cette transformation, l'investissement privé et public bénéficie d'un cadre réformé, visant à simplifier les procédures, améliorer la transparence et sécuriser les conditions de financement. La numérisation, quant à elle, s'est imposée comme vecteur d'efficacité et d'inclusion, facilitant l'accès aux marchés, la digitalisation des flux administratifs et la modernisation des chaînes de valeur. Ces avancées soutiennent non seulement la compétitivité industrielle, mais aussi l'intégration de l'économie algérienne dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. Dans ce contexte, Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, met en exergue les progrès réalisés par l'Algérie ces dernières années. Elle souligne une trajectoire où l'investissement et la numérisation jouent un rôle clé, tout en renforçant le potentiel des exportations hors hydrocarbures. Cette reconnaissance du FMI n'est pas seulement un éloge; elle s'inscrit comme un encouragement à poursuivre les réformes structurelles, à approfondir l'ouverture économique et à consolider les bases macroéconomiques afin de favoriser une croissance soutenue, inclusive et durable pour l'ensemble des acteurs algériens.

« Nous saluons les progrès accomplis récemment pour promouvoir l'investissement et améliorer le climat des affaires grâce à l'adoption des lois sur l'investissement et le foncier, à la création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et aux mesures de dématérialisation des services de l'administration publique, qui facilitent les formalités administratives.

Ces mesures s'accompagnent de progrès dans le développement des exportations hors hydrocarbures, qui ont plus que doublé au cours des cinq dernières années », indique Mme Georgieva dans un entretien à l'APS. S'exprimant à la veille de sa participation à une conférence économique à Alger, organisée conjointement par la Banque d'Algérie et le FMI et intitulée « Afrique du Nord : relier les continents, créer des opportunités », la directrice générale du Fonds note que l'activité économique en Algérie « s'est bien redressée depuis la pandémie. La croissance est restée résiliente en 2025 favorisée par d'importants investissements publics, tandis que l'inflation a reculé », relevant la priorité accordée par les autorités algériennes à l'investissement dans les infrastructures numériques, au transport et à l'énergie.

L'ALGÉRIE DISPOSE D'UN POTENTIEL IMPORTANT DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Mme Georgieva relève, dans ce cadre, que l'Algérie est devant bon nombre de défis, mais aussi d'opportunités, et que « l'évolution rapide de la technologie s'aligne bien avec les efforts de l'Algérie pour faire progresser la numérisation, alors que la réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales offre des opportunités d'attirer les investissements et d'intensifier les échanges. L'Algérie dispose en outre d'un potentiel important dans les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et l'hydrogène vert ».

Pour la directrice du Fonds, les politiques et les investissements publics qui ont élargi l'accès à Internet, ont déjà favorisé l'émergence d'un écosystème de start-up, ajoutant que « les investissements publics en cours dans les ports, les chemins de fer et la logistique peuvent réduire le coût des échanges et les délais, favorisant l'intégration de l'Algérie aux chaînes de valeur régionales et mondiales ».

RENFORCER LE PARTENARIAT DU FMI AVEC LES AUTORITÉS ALGÉRIENNES

Mme Georgieva explique que « les efforts visant à exploiter les atouts de l'Algérie dans les hydrocarbures et les énergies renouvelables peuvent lui permettre de jouer un rôle clé de pôle énergétique régional, grâce à l'interconnexion des réseaux électriques, à la production d'énergies renouvelables et aux nouveaux projets d'hydrogène vert. Ces liens peuvent favoriser le développement industriel, le transfert de technologies et la création d'emplois par-delà les frontières ».

La conférence d'Alger intervient, indique Mme Georgieva, dans « un moment où la coopération régionale est plus importante que jamais. Dans un monde où les risques géopolitiques s'intensifient, la structure des échanges évolue et les chaînes de valeur se reconfigurent, une intégration régionale approfondie peut aider les pays à renforcer leur résilience et à réaliser une croissance plus durable et diversifiée ». Abordant sa première visite en Algérie à l'occasion de cette conférence internationale, elle précise qu'il s'agit d'une opportunité de renforcer le partenariat du FMI avec les autorités algériennes.

Hamza B.

CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

Elle sera maintenue jusqu'à l'Aïd El-Fitr, assure Noureddine Haridi

La campagne déployée à grande échelle, depuis quelques jours, dans l'ensemble des espaces publics, les grandes surfaces commerciales, les établissements scolaires et universitaires, ainsi qu'à travers des journées d'études et de sensibilisation se poursuivra jusqu'au troisième jour de l'Aïd El-Fitr.

C'est le directeur central au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Noureddine Haridi, qui l'a indiqué, hier, au cours de son intervention à l'émission « L'Invité du jour » diffusée sur la chaîne 3.

Pour le même responsable, cette vaste campagne a pour but d'«ancrer une culture de consommation consciente, renforcer les comportements responsables et à préserver le pouvoir d'achat du citoyen durant ce mois sacré».

Lancée sous les slogans « La disponibilité des produits est garantie, la rationalisation de la consommation est votre choix » et «Le Ramadhan est un mois sacré, n'en faites-pas une course au gaspillage ». Et toujours selon le directeur central au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, dans le large programme inclus dans ce programme, on prévoit également « la diffusion de spots publicitaires à la radio et à la télévision », sans oublier, « l'envoi de messages de sensibilisation par SMS », ainsi que « des publications pédagogiques expliquant les bonnes pratiques de consommation », ajoute-t-il.

De plus, Noureddine Haridi, a tenu aussi à préciser qu'« une attention particulière sera accordée à l'explication des textes de loi relatifs à la consommation hygiénique et à la protection du consommateur, afin de renforcer la conscience citoyenne et le respect des normes en vigueur ».

Aussi, indique M Haridi, « à partir de la semaine prochaine, cette campagne sera intensifiée à travers une coordination élargie avec plusieurs ministères concernés et les associations de protection des consommateurs ».

Plus explicite, le même responsable a affirmé que cette synergie vise à garantir « une approche globale et durable », reposant sur « la sensibilisation », « la prévention » et « l'action de terrain ».

Et dans ce même ordre d'idées, M. Haridi a également souligné l'importance des rencontres de sensibilisation et scientifiques organisées dans ce cadre, les qualifiant d'« opportunité pour renforcer la complémentarité entre la référence religieuse et l'approche économique ».

Ces rencontres permettent, selon lui, d'harmoniser les finalités religieuses avec les politiques publiques, en vue de bâtir un modèle national de consommation fondé sur la raison, la solidarité et la durabilité, préservant à la fois l'équilibre de la société, la flexibilité de l'économie et la dignité du citoyen.

DE LA MODÉRATION CONSACRÉE EN ISLAM

Il est important de souligner que sur le plan religieux, le président du Haut Conseil islamique (HCI), Mabrouk Zaid El Kheir a indiqué, il y a trois jours, que la rationalisation de la consommation est «un pilier fondamental» pour une bonne gestion du budget familial et «une base essentielle» dans la construction d'une société équilibrée, estimant que la famille «est le fondement de la conscience économique et sociale et de la transmission des valeurs de modération et de responsabilité».

Il s'est référé, dans ce sens, au Coran qui prône la rationalisation des dépenses et bannit le gaspillage, rappelant la modération consacrée en Islam.

Dans ce cadre, le président de l'Association «El Aman» pour la protection du consommateur, Hassan Menouar, a cité les effets négatifs des comportements irrationnels des consommateurs et leurs implications multiples sur la santé et l'environnement.

Il a également mis en avant les répercussions directes de ce phénomène sur l'économie, notamment la hausse injustifiée de la demande sur les produits alimentaires qui crée des pressions sur le marché et un déséquilibre dans les budgets des ménages.

Saïd Ben

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Les hydrocarbures, les infrastructures et l'hydraulique à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé hier, une réunion du Gouvernement consacrée au plan de développement des hydrocarbures 2026-2030, au financement du projet de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Menia, ainsi qu'au lancement des projets de réalisation des stations de déminéralisation à Tamanrasset et Tindouf, décidés par Monsieur le Président de la République, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 4 février 2026, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après :

Le Gouvernement a entendu une communication sur le plan de développement des hydrocarbures 2026-2030, lequel constitue un cadre stratégique majeur pour l'évolution du secteur des hydrocarbures et le soutien durable de l'économie nationale.

Ce plan traduit les orientations des plus hautes autorités du pays, notamment en matière de développement des filiales de raffinage, de pétrochimie, de fertilisants et de dessalement de l'eau de mer, ainsi que les actions engagées pour améliorer la valorisation des hydrocarbures, renforcer la sécurité énergétique nationale et consolider les capacités industrielles du pays.

Le Gouvernement a également entendu une communication sur le financement par la Banque africaine de développement du projet de création de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Menia.

Ce projet d'intérêt national s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de modernisation par l'interconnexion et la création du réseau ferroviaire en adéquation avec les mégaprojets à haut rendement économique.

A la même occasion, le Gouvernement a examiné la situation de la nomenclature des

projets d'équipement inscrits dans le budget de l'Etat, en vue de procéder à l'assainissement des opérations devenues sans objet, ce qui permettra d'orienter les efforts de l'Etat vers l'achèvement des programmes en cours présentant un intérêt économique et social avéré. Le Gouvernement a entendu une présentation sur le nouvel aliment destiné aux ovins, appelé "Sheep Date", un produit innovant issu de la valorisation optimale des rebuts de dattes.

Il s'agit d'un produit innovant breveté, développé par le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides de Biskra, s'inscrivant dans une démarche de valorisation de la recherche scientifique appliquée au secteur agricole.

Cet aliment, conçu pour l'engraissement des ovins, devrait ainsi contribuer à offrir des alternatives aux importations de maïs fourrager. Par ailleurs, et dans le cadre du suivi de la situation de l'approvisionnement en eau potable des localités connaissant un stress hydrique, notamment dans le Sud du pays, le Gouvernement a entendu une communication sur le lancement des projets de réalisation des stations de déminéralisation à Tamanrasset et Tindouf, décidés par Monsieur le Président de la République.

Enfin, le Gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement de l'opération d'importation et de distribution des bus pour le transport public, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Monsieur le président de la République relatif à l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs.

R.N.

PHARMACIE

Ouverture du Siphal 2026 à Alger avec plus de 160 exposants

La 20e édition du Salon international de la pharmacie (Siphal 2026) s'est ouverte mercredi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation de plus de 160 exposants nationaux et étrangers.

Placée sous le patronage du ministère de l'Industrie pharmaceutique et du ministère de la Santé, la manifestation se tient jusqu'à samedi et devrait accueillir près de 11.000 visiteurs, selon les organisateurs.

S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture, le directeur du Salon, Yacine Louber, a indiqué que cette édition, organisée sous le thème : "La pharmacie de demain", est axée sur les perspectives d'évolution du secteur vers des services davantage orientés vers la prévention, la digitalisation et la prise en charge personnalisée des patients.

Le programme scientifique prévoit des conférences consacrées notamment aux perspectives de l'industrie pharmaceutique nationale, aux bonnes pratiques, à l'oncologie, à l'optimisation de l'utilisation des dispositifs médicaux, ainsi qu'à la digitalisation et à l'apport de l'intelligence artificielle dans le domaine pharmaceutique.

Créé il y a vingt ans, le Siphal réunit annuellement des professionnels du secteur pharmaceutique autour des enjeux liés à la production, à la réglementation et aux innovations technologiques.

R.N.

À L'OCCASION DE SON 2E ANNIVERSAIRE

Djamaâ El-Djazaïr signe une Convention avec la Radio algérienne

Le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoune Al Kacimi Al Houceini, a présidé, avant-hier, une cérémonie à l'occasion du 2e anniversaire de l'ouverture de Djamaâ El-Djazair, placée sous le slogan «Pour une référence nationale authentique». Dans son allocution prononcée à cette occasion, en présence de hauts responsables de l'Etat, de plusieurs membres du Gouvernement et de représentants de diverses instances nationales, le recteur de Djamaâ El-Djazaïr a souligné que l'inauguration par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de cet édifice religieux «n'était pas une simple cérémonie d'ouverture d'un joyau architectural unique, mais une annonce symbolique du retour de la mosquée Djamaâ El-Djazaïr à sa place naturelle au cœur du projet national, en tant qu'espace fédérateur de culte, de savoir, de mémoire, de prospective, d'unité et d'ouverture judicieuse et responsable». Djamaâ El-Djazaïr «a veillé, depuis son ouverture, à s'acquitter fidèlement de ses lourdes responsabilités, fort de la confiance de l'Etat et de l'héritage religieux et civilisationnel de l'Algérie, et ouvert sur son environnement régional et international», a-t-il ajouté.

Le recteur a également fait savoir que tout ce qui a été réalisé en deux ans est «le fruit d'une vision nationale qui a fait de la modération une approche, du savoir une voie et de la référence religieuse authentique un pilier de la stabilité et un rempart solide».

Par ailleurs, Cheikh Al Kacimi s'est félicité des conventions signées à l'occasion de cette cérémonie, entre l'Ecole nationale supérieure des sciences islamiques «Dar El Coran» à Djamaâ El-Djazaïr, et l'Université islamique internationale de Malaisie et l'Université Ez-Zitouna de Tunisie, relevant qu'elles traduisent «une conviction partagée que l'avenir des sciences islamiques se construit à travers la complémentarité et l'échange d'expertises». Il a, en outre, souligné que Djamaâ El-Djazaïr demeure «un espace de formation de haut niveau, de recherche scientifique sérieuse et de dialogue civilisationnel équilibré», ainsi qu'«un phare reflétant l'islam tel que vécu en Algérie».

A cette occasion, Cheikh Mahmoud Bin Mohamed El Moctar El Shinqiti, du Royaume d'Arabie saoudite, a fait don à Djamaâ El-Djazaïr d'un waqf consistant en une bibliothèque papier comprenant 30 titres, au profit des étudiants et des fidèles de la mosquée.

Cheikh El Shinqiti a indiqué que ce don se veut «un message d'amour pour la science et ses adeptes en Algérie» et qu'il «renforce les liens fraternels et scientifiques entre les deux pays frères».

La cérémonie a également été marquée par la signature d'une convention de coopération entre Djamaâ El-Djazaïr et la Radio nationale, sous la supervision du recteur de Djamaâ El-Djazaïr et du Directeur général de la Radio algérienne, M. Adel Salakdji.

R.N.

VALORISATION DES DÉCHETS

Le groupe GICA projette l'utilisation des combustibles solides de récupération

Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) mène actuellement une étude technique visant la valorisation des déchets à fort pouvoir calorifique en tant que combustibles alternatifs dans les fours des cimenteries, ont indiqué ses représentants. Ce projet porte sur l'utilisation du RDF (Refuse-Derived Fuel), également appelé CSR (Combustible solide de récupération), issu du traitement et du tri des déchets ménagers, combinés à certains déchets industriels soigneusement analysés afin de répondre aux exigences techniques des installations de production de ciment, a expliqué le directeur du développement industriel du groupe, M. dans une déclaration à l'APS, en marge du 15e Salon des énergies renouvelables, des énergies futures et du développement durable (ERA), qui s'est clôturé mercredi au Centre des conventions d'Oran.

Parmi les déchets industriels concernés figurent notamment les pneus usagés ainsi que les boues pétrolières, a-t-il précisé.

Selon le même responsable, le projet se trouve actuellement en phase d'étude, menée avec l'appui d'experts nationaux et internationaux, en collaboration avec le Centre d'études et de services technologiques de l'industrie des matériaux de construction (CETEM).

Cette étude devrait être finalisée d'ici avril 2026, a indiqué M. Zeboudj, soulignant qu'il n'existe pas encore, à ce stade, de filière nationale structurée dédiée aux combustibles alternatifs en Algérie.

Il a expliqué que l'objectif principal de cette démarche est de contribuer à la préservation des ressources naturelles, notamment le gaz naturel, à travers la substitution partielle des combustibles fossiles par des déchets valorisables sur le plan énergétique. Cette initiative vise également à offrir une solution durable à la gestion des déchets et à renforcer la transition énergétique de l'industrie cimentière nationale. A noter que le Salon des énergies renouvelables, des énergies futures et du développement durable a enregistré une affluence notable de visiteurs et a été marqué par la signature de plusieurs conventions, selon les organisateurs.

R.N.

SONELGAZ

720 pannes réparées, le courant rétabli pour plus de 1,8 million de clients

Les équipes techniques du groupe Sonelgaz ont réparé 720 pannes électriques recensées à travers les différentes wilayas du pays des suites des récentes intempéries enregistrées du 28 au 31 janvier dernier, a-t-on appris du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables.

Le directeur de l'Information et de la Communication au ministère, Khalil Hodna a déclaré à l'APS, que la cellule de veille et de suivi installée au niveau du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables a enregistré 720 pannes techniques, dont 667 au niveau du réseau de distribution électrique et 53 autres au niveau du réseau de transport de l'électricité, en raison des vents violents.

Les coupures électriques avaient touché 1.848.902 clients de Sonelgaz durant la période considérée et ce jusqu'à la soirée du samedi (20h00), a-t-il indiqué, affirmant que l'approvisionnement électrique a été rétabli pour l'ensemble des clients concernés.

Le temps moyen de rétablissement du courant électrique, du moment du signalement jusqu'à l'intervention et la réparation de la panne n'a pas dépassé les 30 minutes dans la plupart des cas, à l'exception de certaines pannes enregistrées au niveau du réseau de haute tension. Dans ce cadre, des pannes spécifiques ont touché près de 800 abonnés dans la région de Tifrit (w. Tizi Ouzou), et 900 abonnés à Draâ Zman (w. Boumerdès), où le temps moyen de rétablissement de l'alimentation a dépassé 10 heures, en raison d'un relief difficile d'accès, de l'heure tardive de survenue des pannes, et des vents violents accompagnés de pluies, qui ont empêché une intervention technique immédiate. Il a fait observer que la durée d'intervention pour la réparation des pannes dépend de plusieurs facteurs, dont l'accessibilité du site de l'incident, l'heure de survenue et les conditions météorologiques.

Pour ce qui est des principales causes des pannes électriques enregistrées, elles étaient liées essentiellement à la chute d'arbres sur le réseau, l'effondrement de pylônes et de lignes électriques, et, dans certaines zones montagneuses, à l'écroulement de poteaux de transport d'électricité, ajoute le représentant du ministère.

S'agissant des approvisionnements en gaz naturel, il a fait savoir qu'aucune perturbation ni panne n'a été constatée, l'alimentation en gaz ayant été garantie pour l'ensemble des abonnés à travers l'ensemble du territoire national.

OULED DJELLAL

Organisation de la 2ème édition des groupes de discussion du CSJ

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a organisé mardi à Ouled Djellal la deuxième édition des groupes de discussion (focus groups) pour concrétiser la vision de cette institution relative à la participation des jeunes à la vie publique. Dans son allocution d'ouverture de cette activité tenue dans une structure touristique de la commune de Sidi Khaled, la vice-présidente du CSJ chargée de la planification et du développement des compétences, Rima Boughaba, a souligné que cette édition vient "parachever le programme du CSJ dans le domaine de la consolidation des compétences des jeunes ", ajoutant qu'elle se distingue de la première édition, axée sur l'explication de la vision globale du CSJ, par " la focalisation sur la nécessaire autonomisation des jeunes sur les plans économique et social ". La manifestation œuvre à instaurer une communication directe avec les jeunes dans toutes les régions du pays pour connaitre leurs avis sur la participation politique et la contribution efficace au développement local, d'un côté, à écouter leurs préoccupations et aspirations, de l'autre, a ajouté la même intervenante. L'initiative vise aussi à " exploiter les compétences des jeunes en tant qu'acteurs effectifs dans le processus de décision à même de faire la différence par leur participation politique et économique et leur prise de responsabilité dans la gestion de la vie publique ", a ajouté Mme Boughaba. L'occasion a donné lieu à l'organisation d'ateliers de formation au profit des participants sur " les méthodes opératoires de consolidation des compétences de jeunes dans le domaine de l'élaboration des programmes et des plans de travail pour les habiliter à traiter les diverses situations sociale, économique et politique actuelles ", selon les organisateurs.

AÏN DEFLA

La ministre de la Culture pour le classement de la ville de Miliana en tant que patrimoine architectural et arabe

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a souligné, dans la wilaya d'Aïn-Defla, l'importance de valoriser le classement de la vieille ville de Miliana en tant que patrimoine architectural et urbanistique arabe par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO). Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une visite de travail et d'inspection de son secteur dans la wilaya d'Aïn-Defla, effectuée en compagnie du wali, Aïssa Aziz Bouras, la ministre a estimé que l'inscription, par l'ALECSO, de la vieille ville de Miliana au registre du patrimoine architectural et urbanistique arabe, constitue «une reconnaissance arabe de sa valeur civilisationnelle et symbolique». Elle a insisté sur le fait que la prochaine étape requiert «la valorisation de ce classement sur le terrain et la mise en exergue de l'héritage urbanistique et culturel de la ville, à travers le lancement d'activités et de projets qualitatifs». Lors de sa visite au siège du Califat de l'Emir Abdelkader (Dar El Amir), la ministre a supervisé la remise, aux autorités locales, l'emblème de la distinction relatif à l'inscription de la ville dans le secteur sauvegardé de l'organisation ALECSO, avant d'effectuer une visite de ce monument archéologique ayant bénéficié d'opérations de restauration et de réhabilitation. La ministre a également procédé à l'inauguration du musée national de la ville de Miliana, après son aménagement, le qualifiant «d'espace de préservation de la mémoire nationale et de sauvegarde du patrimoine culturel». Elle a salué la contribution des citoyens à son enrichissement par des pièces archéologiques et des manuscrits, «reflétant l'esprit d'appartenance et de responsabilité envers le patrimoine», renforçant son fonds historique, en vue de préserver la mémoire pour les générations futures. Bendouda a, en outre, visité le mausolée Sidi Ahmed Benyoucef, et inspecté le projet de réhabilitation du rempart romain, considéré comme l'un des plus importants sites archéologiques et historiques, où elle a reçu des explications sur l'état d'avancement des travaux. La visite a, également, englobé la dénomination de la salle de cinéma de Khemis Miliana du nom de l'artiste défunte «Biyouna», de son vrai nom Baya Bouzar, l'inauguration de la salle de spectacles «Mohamed Boudiaf « après d'importants travaux de restauration, ainsi que de la maison de la culture Emir Abdelkader, ayant elle aussi bénéficié d'une opération de restauration. Des infrastructures qui constitueront «un soutien à la dynamique culturelle et un encouragement à la créativité artistique», selon la ministre.

JIJEL

Un total de 380 bus réceptionnés au port de Djen Djen

Une cargaison de 380 bus, importés dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs, a été réceptionnée au port de Djen Djen à Jijel. Le directeur général de l'Entreprise portuaire, Walid Bougous, a précisé, dans une déclaration à la presse en marge de la réception de cette cargaison, que "dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République visant l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs, une première cargaison constituée de 380 bus de différents types, a été réceptionnée ce mardi soir". Le même responsable a également annoncé l'accostage au port de Jijel, le 6 février prochain, d'un autre navire chargé de 210 bus, ajoutant que l'opération de réception d'autres bus "se poursuivra au cours des prochains jours". Pour rappel, l'Etablissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV), relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale, avait réceptionné, dimanche au port d'Alger, une première cargaison de 335 bus.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

32 morts et 1056 blessés en une semaine

Trente-deux (32) personnes ont trouvé la mort et 1056 autres ont été blessées, dans 938 accidents de la circulation survenus entre le 25 et le 31 janvier dernier à travers plusieurs wilayas du pays, indique un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bordj Bou Arreridj avec 4 morts sur les lieux de l'accident et 45 blessés, dans 28 accidents de la circulation. Par ailleurs, neuf (9) personnes sont mortes intoxiquées par le monoxyde de carbone, émanant de dispositifs de chauffage et chauffe-eaux, dans les wilayas d'Alger (2 personnes), Sétif (2), Djelfa (2), et une personne dans chacune des wilayas d'El Bayadh, Khenchela et Mila. Les secours de la Protection civile ont, en outre, effectué 57 interventions pour la prise en charge, sur place, de 124 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, puis évacuées vers les établissements hospitaliers. La Protection civile a procédé, d'autre part, à l'extinction de 618 incendies notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (92 incendies), Annaba (44 incendies) et Oran (40 incendies).

MAROC

Décision d'évacuation totale de la ville de Ksar El Kebir en raison des inondations

Un responsable local marocain a annoncé que les autorités ont décidé l'évacuation complète des habitants de la ville de Ksar El Kebir, relevant de la province du même nom, dans le nord du pays, à la suite de fortes pluies ayant provoqué des inondations.

Le président de la municipalité de Ksar El Kebir, Mohamed Simo, a déclaré, dans des propos rapportés par des médias locaux dont le site indépendant Hespress, que « les autorités ont décidé d'évacuer entièrement la ville cette nuit par précaution face aux inondations, compte tenu des coupures d'eau et d'électricité et afin d'éviter toute perte humaine ».

SELON LES MÉDIAS LOCAUX, LA VILLE COMPTE ENVIRON 120 000 HABITANTS

De son côté, la députée marocaine Zineb Simo a indiqué à l'Agence Anadolu que « les autorités ont décidé de fermer la ville et de l'évacuer totalement après de nouvelles alertes faisant état de précipitations exceptionnelles attendues dans la région cette nuit, ce qui entraînera une hausse du niveau des eaux provenant du barrage d'Oued El Makhazine ».

Plus tôt dans la journée de mardi, les autorités marocaines avaient déjà évacué un campement abritant des personnes sinistrées ou menacées par les inondations dans la province de Ksar El Kebir, selon une déclaration antérieure de Mohamed Simo à Anadolu.

Lundi, ce dernier avait indiqué à Anadolu que les autorités avaient « achevé l'évacuation des personnes affectées ou menacées par les inondations dans la province de Ksar El Kebir, représentant environ 70 % de la population de la ville », avant l'extension des opérations d'évacuation mardi.

Des inondations touchent Ksar El Kebir en raison de la montée des eaux de l'oued Loukkos, après que le barrage d'Oued El Makhazine a atteint 140 % de sa capacité, une première, entraînant un débordement dans le lit du cours d'eau, selon des données officielles.

Dimanche, le ministère marocain de l'Éducation nationale a décidé de suspendre les cours dans tous les établissements scolaires des zones touchées, notamment à Ksar El Kebir, Kénitra, Sidi Kacem et Souk El Arbaa, entre le 2 et le 7 février.

La Direction de la météorologie nationale avait averti lundi de l'arrivée d'une dépression accompagnée de fortes pluies pouvant atteindre 150 millimètres dans plusieurs régions.

Vendredi dernier, l'armée marocaine avait annoncé la mobilisation de ressources humaines et logistiques pour intervenir rapidement en faveur des sinistrés.

Plusieurs villes marocaines avaient déjà connu, en décembre 2025, de fortes pluies et d'importantes chutes de neige.

Jusqu'à hier, le volume des réserves en eau des barrages du pays a atteint 9,26 milliards de mètres cubes, un niveau inédit depuis juillet 2019, selon des données gouvernementales.

TUNISIE

La BEI mobilise 170 millions d'euros pour soutenir la relance économique et les PME

La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé, lors d'une journée d'information, la mise en place d'une ligne de financement de 170 millions d'euros destinée à appuyer la relance économique en Tunisie, avec le soutien de l'Union européenne. À cette occasion, un mécanisme de subvention à l'investissement, orienté vers les petites et moyennes entreprises (PME) tunisiennes, a également été présenté. Ces dispositifs s'inscrivent dans le cadre d'une initiative européenne conjointe visant à soutenir les priorités nationales portées par le ministère de l'Économie et de la Planification ainsi que par la Banque centrale de Tunisie, afin de stimuler l'investissement et renforcer la croissance économique. La ligne de financement sera déployée par la Banque centrale via les institutions financières, au profit des PME.

FACILITER L'ACCÈS AU FINANCEMENT

Ce programme a pour objectif principal de faciliter l'accès des PME tunisiennes aux sources de financement. Au moins 30 % des fonds seront alloués à des projets répondant aux critères d'inclusion sociale, notamment ceux favorisant la création d'emplois, le développement régional et les initiatives portées par des femmes et des jeunes entrepreneurs.

UNE SUBVENTION POUVANT ATTEINDRE 50 000 EUROS

Une subvention baptisée « Rafed » sera accordée aux entreprises bénéficiaires de la ligne de financement, à condition qu'elles répondent à au moins un des critères d'inclusion sociale définis par la BEI. Cette aide représente 10 % du montant du financement accordé, dans la limite de 50 000 euros par entreprise. Conçue pour renforcer l'impact régional, social et environnemental des projets financés, cette subvention vise également à permettre aux entreprises de mieux répondre à leurs besoins réels.

UNE TOURNÉE NATIONALE POUR PRÉSENTER LES OPPORTUNITÉS

Cette rencontre intervient après une série de réunions organisées en novembre et décembre 2025 dans plusieurs gouvernorats, notamment à Sfax, Sousse, Gafsa, Kairouan et Béja, en collaboration avec les chambres de commerce et d'industrie du Centre, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'objectif était de faire connaître les mécanismes de financement disponibles et d'expliquer aux PME les conditions d'accès dans les différentes régions du pays.

UN PARTENAIRE CLÉ DU DÉVELOPPEMENT

En Tunisie, la Banque européenne d'investissement finance des projets à fort impact économique et social dans des secteurs stratégiques tels que l'éducation, l'aménagement urbain, le transport et l'énergie. À travers sa branche dédiée aux partenariats internationaux et au financement du développement, la BEI œuvre à renforcer la coopération avec les partenaires internationaux, les institutions publiques et la société civile, tout en soutenant des projets contribuant au développement durable et à l'amélioration des conditions de vie.

LIBYE

Ouverture d'une enquête sur l'assassinat de Seif el-Islam Kadhafi

Le parquet général à Tripoli a annoncé, ce mercredi, l'ouverture d'une enquête sur la mort la veille de Seif El-Islam Kadhafi, fils du défunt dirigeant Mouammar Kadhafi.

Le bureau du procureur a expliqué qu'une équipe accompagnée de médecins légistes et d'experts s'était rendue mardi dernier à Zenten, dans l'ouest du pays, et avait examiné la dépouille de celui qui a longtemps été considéré comme le successeur potentiel de son père.

«Cet examen a établi que la victime avait été mortellement atteinte par des balles», a-t-il précisé dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. Le bureau du procureur a indiqué avoir engagé une procédure pénale pour tenter d'identifier et de retrouver les suspects.

RETOUR D'UNE UNITÉ DE L'ARMÉE APRÈS UN ENTRAÎNEMENT AUX OPÉRATIONS SPÉCIALES EN BIÉLORUSSIE

D'autre part, et selon des sources militaires, un nouveau contingent de soldats de la 166e brigade d'infanterie libyenne est rentré au pays après avoir suivi un programme d'entraînement intensif à l'étranger, en Biélorussie.

Le programme d'entraînement était axé sur les compétences militaires avancées, notamment les opérations spéciales et les tactiques antiterroristes. Les membres de la brigade ont suivi des exercices rigoureux visant à renforcer leur préparation au combat et à améliorer leur capacité à opérer dans des conditions complexes et à haut risque, en utilisant des systèmes et des méthodologies militaires modernes.

Selon les autorités, ce programme s'inscrit dans le cadre d'initiatives de formation externe plus vastes visant à renforcer les compétences professionnelles du personnel des forces armées libyennes. Ces programmes ont pour objectif de doter les unités d'une expertise tactique actualisée et d'une plus grande flexibilité opérationnelle afin de répondre à l'évolution des défis sécuritaires.

La remise des diplômes et le retour de cette unité nouvellement formée s'inscrivent dans le cadre des plans à long terme visant à moderniser les forces armées libyennes et à accroître leur efficacité opérationnelle globale. Le commandement militaire a maintes fois souligné l'importance des partenariats internationaux de formation dans le cadre de sa vision 2030, qui

L'UE SURVEILLE UNE RECRUDESCENCE DES ACTIVITÉS AÉRIENNES SUSPECTES AUTOUR DE LA LIBYE

D'autre part, l'opération Irini, mission de surveillance navale et aérienne de l'Union européenne, a considérablement intensifié ses activités en Méditerranée centrale au cours du mois de janvier, enregistrant 65 mouvements aériens suspects supplémentaires et plus de 300 nouveaux contacts radio avec des navires commerciaux, selon son dernier rapport actualisé.

Ces chiffres sont tirés du rapport de la mission, mis à jour le 2 février 2026, portant sur l'application de l'embargo des Nations Unies sur les armes à destination de la Libye.

D'après le rapport, le nombre total de vols suspects surveillés s'élève à 2 415, soit une augmentation de 65 vols par rapport au précédent bilan de fin janvier. Cette hausse s'inscrit dans une tendance plus large, avec plus de 21 500 cas supplémentaires enregistrés entre novembre et février, témoignant d'une pression constante sur les routes aériennes considérées comme présentant un risque élevé de violation de l'embargo sur les armes.

L'activité de surveillance maritime a également connu une forte augmentation. Les communications radio avec les navires commerciaux ont atteint 304 appels, contre 450 le mois précédent. Sur une base trimestrielle, cette augmentation dépasse plusieurs centaines d'appels, confirmant une intensification progressive mais constante des opérations de surveillance maritime.

Le nombre d'inspections à bord des navires est resté stable à 33 opérations, avec trois déviations confirmées. Parallèlement, les visites amicales ont légèrement augmenté, passant de 782 à 783, ce qui s'inscrit dans la tendance générale à la hausse de l'activité opérationnelle.

Au niveau portuaire, les recommandations d'inspections dans les ports européens sont passées à 101, contre 97 dans le rapport de janvier, tandis que le nombre d'inspections effectives est resté stable à 76. Le nombre de rapports spéciaux soumis au Groupe d'experts de l'ONU a également augmenté, passant de 81 à 84.

Le rapport a également mis en évidence une contribution accrue du Centre satellitaire de l'Union européenne (SatCen), qui a produit 4 729 ensembles d'images et de produits analytiques, contre 4 663 le mois précédent.

L'opération Irini continue de surveiller 25 aéroports et pistes d'atterrissage ainsi que 16 ports, avec la participation de 24 États membres de l'UE. Son mandat a été prolongé jusqu'au 31 mars 2027, conformément à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives à l'embargo sur les armes imposé à la Libye.

LE TOURNESOL :

L'oléagineuse plante stratégique de lumière et de soleil

Mohamed KHIATI (*)

L'une des plantes oléagineuses de renom, pleinement évoquée dans le concert des cultures industrielles ou plus précisément dans le faisceau de production des huiles alimentaires. Les réseaux de communication en font écho surtout lorsqu'il s'agit d'introduire ou relancer sa culture dans notre pays, sachant que le vocable "relancer " signifie que des expériences antérieures aient été réalisées, sauf qu'elles furent abandonnées pour des raisons diverses trouvant leur justification dans le contexte de l'époque.

Certains écrits viennent toutefois nous rappeler que les productions oléagineuses qui représentaient 1500 tonnes en 1970-74 et 1140 tonnes en 1978-83 ont disparu de la nomenclature des statistiques algériennes depuis une quarantaine d'années car, " les expériences d'introduction et de développement des cultures de tournesol, de colza et de carthame ayant été abandonnées. Il en est de même pour les cultures de betterave à sucre et de coton

Aujourd'hui, l'on s'attache pleinement à reprendre le secteur des oléagineux compte tenu de son importance capitale dans la satisfaction des besoins nationaux d'une part et dans la diversification des produits agricoles d'autre part tant il est vrai que ce secteur pèse énormément dans la balance commerciale.

Cette plante de lumière qui a adopté les rayons du soleil est très cultivée pour ses graines riches en huile alimentaire de bonne qualité. Avec le colza et l'olivier, elle est l'une des trois sources principales d'huiles. C'est une culture largement répandue dans le monde, principalement dans les zones tempérées fraîches qui sert également à l'alimentation animale et encore à la production de biocarburant et pleins d'autres usages. La production d'huile de tournesol occupe la première place à travers le monde avec plus de16 millions de tonnes par an dont deux pays détiennent le record. L'Ukraine vient en tête avec une production de 4,5 millions de tonnes par an, suivie de la Russie avec une production de 4 millions de tonnes par an et l'Argentine vient en troisième position. Cette tendance exprime déjà les termes d'incidence sur de nombreux pays y compris le notre.

"DE L'HISTOIRE DU TOURNESOL

Le tournesol, notent les récits historiques fut domestiqué par les Indiens d'Amérique du Nord, vers 2.500 avant J.-C., pour ses propriétés alimentaires, médicinales et tinctoriales et pour ses graines comestibles, son huile et sa matière colorante. Cette origine a semble-il était remise en question dans la mesure où, en 2010 des empreintes fossilisées de fleurs semblables à des astéracées (la famille du tournesol), plus anciennes datant d'environ 50 millions d'années, au nord-ouest de la Patagonie, une région englobant la pointe méridionale de l'Amérique du Sud, séparée entre l'argentine et le Chili comprenant des steppes arides, fut admise comme argument quant à son origine. Dans la chronologie d'évolution de la culture, on fit observer que le tournesol fut introduit en Europe par les navigateurs au 16ème siècle mais davantage comme plante ornementale. Il fut cultivé en Russie depuis le 18ème siècle pour son huile avec des graines ayant une faible teneur en huile de 20 % à l'origine ramenée à 40 % à la fin du 19ème siècle grâce à des travaux de sélection réalisés dans ce pays. Cette culture s'est étendue en Europe à partir du 19ème siècle pour y extraire les huiles alimentaires notamment.

Ce n'est qu'à partir des années 1960, que la culture du tournesol s'est développée en Europe occidentale pour se répandre dans presque l'ensemble des continents, avec des fluctuations. Depuis, ses qualités ont été nettement améliorées : ses graines contiennent désormais 55 % d'huiles et plus pour les variétés améliorées. Aussi, l'un des atouts de cette plante est qu'elle peut se croiser avec 49 espèces proches génétiquement. Cette aptitude laisse ainsi augurer des améliorations importantes en termes de son adaptation agronomique et de la diversification de ses utilisations.

" DE LA BOTANIQUE DU TOURNESOL :

Prima facie, un peu de botanique et d'agronomie. Le tournesol, connu scientifiquement (Helianthus annuus) est un vocable issu du Grec : hélios " soleil " et anthos " fleur " pour désigner la forme de son inflorescence qui suit la progression du soleil. C'est une plante annuelle qui appartient à la famille des Astéracées appelée aussi (Composées) dont les fleurs sont groupées en capitules de grandes dimensions. Le genre Helianthus comprend une cinquantaine d'espèces et de nombreuses variétés.

Sur le plan de la morphologie, le tournesol est une plante à tige très forte et peu ramifiée. Ses feuilles sont simples, cordées (en forme de cœur), alternées, sauf à la base où elles sont parfois opposées avec un pétiole plus ou moins long et rudes au toucher. La plante se développe à partir d'une graine et se compose :

D'un appareil végétatif qui se compose d'une tige droite et rigide de 2 à 7 cm pouvant atteindre 3 à 4 mètres de hauteur, avec des feuilles qui jouent un rôle important dans la production des réserves lipidiques de la graine et d'un système racinaire pivotant pouvant pénétrer dans le sol jusqu'à 2 mètres de profondeur.

Du capitule, c'est-à-dire le système reproducteur dont le diamètre varie de 15 à 30 cm en pleine floraison, il réunit des fleurs ligulées ou tubulées avec des fleurs extérieures disposées sur un seul rang, généralement jaunes, et stériles sauf dans les variétés dites " Turf " ayant connu certaines mutations génétiques et des fleurs centrales en tube, hermaphrodites, de couleur jaune pâle ou rouge foncé chez certaines variétés.

De graines appelées " akènes " surmontées par deux écailles en arête. Elles sont situées dans l'inflorescence et constituées d'un embryon recouvert d'un tégument formant l'amande et d'un péricarpe non soudé (coque). Les graines ont une dimension de 7 à 25 mm de langueur et de 4 à 13 mm de largeur dont le poids est de 30 à 80 grammes pour 1000 graines. C'est de ces graines qu'on extrait de l'huile de couleur jaune pâle, sans goût, sa teneur en acide gras insaturée est élevée sauf pour quelques-uns d'entre eux (acide linoléique) produit sous un climat tempéré,(acide oléique) et (acide linoléique).

" DE L'AGROTECHNIE DU TOURNESOL

Tout d'abord, convient-il d'avancer d'une manière synthétique pour faciliter la lecture que les études agronomiques notent globalement que le tournesol est une plante résiliente, très résistante et facile à cultiver. Son cycle végétatif d'une durée de 3 à 4 mois dépendant des variétés, nécessitant toutefois un certain temps pour atteindre la maturité. Il s'adapte sur le plan édaphique à différents types de sols qu'ils soient sablonneux ou argileux, mais ne supporte pas les sols à teneur en sels.

Dans la pratique, la culture du tournesol est une très bonne tête de rotation, elle libère le sol très tôt et le nettoie. Mais cependant, sa racine pivotante est sensible aux obstacles, au tassement et aux semelles de labours, c'est pourquoi, il faut effectuer des labours profonds avec des charrues à disques ou à socs d'une profondeur de 30 à 40 cm et reprendre le labour avec le cover croop ou cultivateur puis préparer le lit de semences avant le semis à herse. Dans nos conditions, il este utile de commencer le semis en février en zones humides et au mois de mars en régions semi-arides. A ce stade et au semis, il est nécessaire d'incorporer de 60 à 90 unités /ha de phosphore et de 50 à 200 u/ha de potassium. L'écartement optimum se situe à 45 cm inter-rangs et de 30 cm inter-plants avec un objectif de 60 à 80 000 pieds/ ha. Ce qui permet un gain de rendement de près de 6 q/ha par rapport à un écartement de 80 cm.

Le tournesol est peu gourmand en eau, mais exige néanmoins quelques 450 à 500 mm d'eau répartis en 160 à 180 mm au stade début floraison, 70 mm à la floraison et de 200 à 230 mm au stade de remplissage des grains (akènes). Sa racine pivotante lui permet de capter l'eau en profondeur. C'est une plante plus sensible à la qualité du sol (profondeur, structure) qu'à l'ajout d'engrais. Ses besoins en azote sont faibles (80 unités/ha contre 180 pour le maïs), il faut toutefois prévoir une bonne fumure de fond (80 unités de phosphore, de potassium et du bore. De point de vue résistance aux maladies et déprédateurs, le tournesol est peu sensible aux insectes (sauf en début de cycle) et les variétés commerciales ont des résistances importantes aux attaques fongiques, de fait elle n'a quasiment pas besoin d'être traitée. Cette espèce est sensible à certains variants du mildiou favorisé par les monocultures intensives.

La récolte du tournesol se fera trois à quatre mois plus tard après le semis soit en fin juin et juillet dans notre climat.

Au-delà, viennent les opérations de trituration et transformation dans l'agro-industrie pour l'extraction des huiles à partir des graines dont la teneur est variable entre 40 à 50 % pour les variétés améliorées. Cette huile étant destinée à l'alimentation humaine dont certaines composantes présentes toutefois des vertus médicinales et thérapeutiques selon de nombreux nutritionnistes. Alors que les résidus de trituration appelés " tourteaux ", très riches en protéines comprenant la méthionine un acide aminé est recherché dans l'alimentation du bétail. Ils sont par ailleurs utilisés comme fourrages pour l'alimentation animale. Le tournesol est aussi une excellente plante mellifère et cultivée aussi comme plante ornementale. Son huile comme celui du Colza est pourrait également être utilisé dans certains cas comme agro carburants et servir à d'autres usages.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Enfin, la culture peut servir de couvert végétal grâce à la forte concurrence qu'elle fait aux adventices. Elle a un effet bénéfique sur le sol grâce à son effet structurant et tout particulièrement dans les sols argileux, car elle permet de remobiliser le phosphore en sols calcaire plus particulièrement. C'est aussi un excellent après récolte qui reste debout bien que détruit après l'hiver ce qui permet un réchauffement du sol. Elle attire également les insectes pollinisateurs.

" LE TOURNESOL, L'OLÉAGINEUX À PROMOUVOIR DANS NOTRE PAYS

En Algérie, l'on s'attache à affirmer que les importations annuelles sont importantes. Elles sont en moyenne de l'ordre d'un (1) million de tonnes en huiles alimentaires pour couvrir les besoins nationaux, pour une valeur de 583 millions de dollars (MADR, 2020). Ces données pèsent néanmoins sur la balance économique et fait du pays presqu'entièrement dépendant de l'étranger en ces produits de large consommation compte tenu qu'elles sont quasi-inexistantes dans le système de production.

Cela nous laisse penser à l'esprit " d'arrière gout et d'amertume ", lorsqu'on parallèle, l'on sait pertinemment que nos potentialités sont plurielles pour rechercher l'autosuffisance pour nombre de produits que nous importons y compris les oléagineux. Ce n'est pas alors de la démonstration spécialisée, mais du langage du bon sens d'affirmer sans cesse de rechercher les bonnes formules en vue d'assurer notre réelle indépendance alimentaire. Monsieur le Président de la République a abordé le sujet à diverses reprises y compris lors des assises sur l'agriculture, tenues le 28 février dernier pour entrevoir des approches opérationnelles et fonctionnelles visant à promouvoir les cultures génératrices de ces produits qui, au niveau international, deviennent des enjeux de géostratégie. Autrement dit, aujourd'hui, il convient surtout de passer à l'action après tant de débats et de réflexion. Dans un pareil contexte, et si l'on se projette dans la démarche de raisonnement, l'on s'inscrit dans une optique d'adaptation des systèmes de production aux situations les plus diverses mais viables, c'est-à-dire reproductibles. Dans notre pays, si l'on se fait lecture des systèmes de production à partir de certaines données disponibles, l'on constate déjà que nombre de cultures stratégiques comme les oléagineuses, les protéagineux et les cultures sucrières demeurent très peu voire trop peu développées au moment ou la facture d'importation de leurs produits est encore très élevée.

Cette tendance requièrt une certaine conversion des pratiques agricoles à travers les zones de production pour mieux valoriser les gisements de production existants et améliorer la productivité. Ces changements des systèmes de production ne pourront se réaliser qu'au prix d'une restructuration profonde des filières agricoles.

Dans ce contexte, vient se greffer l'ODAS, (l'Office de développement des cultures industrielles en zones sahariennes) qui devra soutenir l'investissement agricole structurant à travers la mise en valeur des terres et la mobilisation de capitaux publics et privés dans une optique de développement des cultures stratégiques notamment celles destinées à la transformation agro-industrielle.

L'approche adaptée devra surement permettre aux zones sahariennes d'exprimer leurs potentiels de production et de contribuer pleinement à la sécurité alimentaire et à l'économie locale et nationale d'une manière générale. L'investissement dans ces régions serait de pleine mesure, mais faut-il que la mise en valeur des terres et les grandes concessions soient dotées de bases de vie qui, à la longue pourront contribuer à la création d'agglomérations nécessaires à la répartition de la population sur le territoire national, de plus qu'il convient d'agir avec plus de célérité dans la mise en œuvre des projets.

Le programme de Monsieur le Président de la République traduit pour le volet agriculture dans le Plan d'action du Gouvernement, accorde aujourd'hui tout l'intérêt au secteur agricole.

La promotion des cultures stratégiques y compris les oléagineux dans des systèmes de production diversifiés et durables dans les plaines, les hauts plateaux et le Sud du pays aura pour finalités de répondre aux objectifs de diversification et d'amélioration de la production en vue de réduire les importations, d'équilibrer la balance des paiements, créer des richesses et d'emplois et de s'intégrer dans une optique d'exportation des produits agricoles.

Aussi, pour revenir au tournesol, objet de notre essai, l'on sait déjà que nombre d'expériences ont été effectuées par le passé en la matière au cours des années 1970 et 1980. Elles ont abouti à des résultats appréciables. Les rendements oscillaient entre 20 et 15 quintaux à l'hectare. A cette époque, les entreprises de trituration et transformation étaient insuffisantes, voire parfois inexistantes et la culture du tournesol ne faisait pas l'objet de soutien, une tendance qui pourrait justifier son abandon.

Mais ce faisant et en dépit du contexte de l'heure, nombre de cultures oléagineuses ont été quand même expérimentées à l'époque hormis le tournesol, le colza, on note aussi le Carthame, une autre espèce oléagineuse de la même famille que le tournesol : les astéracées (composées) outre bien sur d'autres cultures telle que la betterave sucrière (famille des chénopodiacèèes) et pourquoi pas, ne pas relancer le Coton et le Lin, deux cultures disparues, mais qui existaient déjà dans le pays depuis le moyen âge.

Cela veut dire, en toute logique, qu'il existe un cumul d'expériences et des acquis en matière de production de ces cultures stratégiques, fondée déjà sur des études réalisées à l'époque. Les archives des instituts techniques et de recherche-développement ou d'enseignement supérieur (ENSA-ex INA et faculté d'agronomie de Mostaganem : ex-ITA) nous révèlent tout un trésor d'informations à propos de ces systèmes de cultures. Cela en dehors des actuelles études entreprises

Aujourd'hui, il existe de réelles possibilités de reprendre plusieurs cultures à la fois y compris les oléagineux en priorité, sachant toutefois que le Colza a déjà donné de bons résultats nécessitant reprises. Sauf que s'agissant de l'importance de ces systèmes de production somme toute, très importants à relancer, convient-il de les approcher d'une manière concertée et intersectorielle, car une vision sectorielle à elle seule ne serait, à notre sens que partielle et fragmentaire, manière d'insinuer que s'agissant là de programmes d'envergure qui devront être perçus comme de grands projets car assurant notre indépendance en ces produits vis-à-vis de l'étranger et contribueront à assurer pleinement notre autosuffisance alimentaire en la matière.

Seconde idée qui émerge dans le contexte est qu'il est nécessaire de préparer les approches d'intervention pour assurer toutes les conditions de réussite de tels programmes en adoptant la politique " du pas à pas ", sans hâte aucune, autrement dit, arrêter un agenda de progression, c'est-à-dire que chaque année, on peut étendre la superficie du programme engagé et qu'en parallèle, des mesures de préparation des infrastructures d'agro-industrie de trituration et de transformation soient mises à la disposition des producteurs à travers des conventions ou accords. Les bonnes formules seront à étudier.

Par ailleurs, l'on se met aujourd'hui, à réexaminer le tissu des fermes pilotes, une initiative très louable. Ces fermes pilotes, hormis qu'elles soient à notre sens, des lieux d'investissement, de rayonnement du savoir et d'expériences réussies parce qu'elles s'appellent " pilotes ", doivent s'intégrer dans les programmes de développement des oléagineux à travers la fourniture au moins, les semences de cultures.

Enfin, la recherche-développement, la vulgarisation, l'université et la profession doivent très impliquées dans tous les programmes de développement agricole et rural d'autant plus que toutes les possibilités sont réunies aujourd'hui. Le programme de Monsieur le Président de la République traduit pour le volet agriculture dans le Plan d'action du Gouvernement pour la période 2020-2024, accorde aujourd'hui tout l'intérêt au secteur agricole. Les facilités, les incitations et les diverses mesures en direction des agriculteurs, les investisseurs et les porteurs de projets offrent de réelles opportunité pour asseoir les assises d'une agriculture performante, efficace et moderne. Aussi, la relance des oléagineux en terme général et le tournesol en particulier suggère, sur la base des expériences, des approches différenciées avec des échéances arrêtées, en tenant compte de diverses données naturelles et des zones agro-écologiques y compris celles climatiques et édaphiques à la fois, sans toutefois négliger les attentes des agriculteurs eux-mêmes qui, dont la motivation peut contribuer pleinement au succès des programmes engagés, c'est dire que seules, les visions administratives des choses pour des thématiques purement techniques et scientifiques, ne peuvent pas souvent donner leur pleines mesure.

Il est alors important de chercher la synergie des divers acteurs pour atteindre l'objectif commun, car il ne s'agit nullement aujourd'hui de développer des débats intellectualisants sur l'introduction des oléagineux, mais il s'agit surtout de leur mise en œuvre en pratique et sur le terrain.

Cela dit, l'expérience de cette année pour la culture du tournesol aura été perçue comme une année d'expérimentation susceptible d'être généralisée progressivement les années à venir y compris pour d'autres cultures oléagineuses. Y penser, c'est déjà agir, pensons-nous.

Mohamed KHIATI,
Agronome post-universitaire ;
Expert-Consultant
Khiame61@yahoo.fr

Référence :

1. Omar Bessaoud. L'agriculture en Algérie : de l'autogestion à l'ajustement (1963-1992), in Options Méditerranéennes, revue du CIHEAM Sér. B / n°8, 1994 - Crises et transitions des politiques agricoles en Méditerranée.
2. Tournesol-Helianthus annuus https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Tournesol^
3. MADR. Mise en œuvre du plan d'action du gouvernement (2020-2024)- Feuille de route : Actions projetées. Juillet 2020.

HORIZONS

ILHAM GUEDIOURA, ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE EN MACHINISME AGRICOLE À L'ENSA À HORIZONS

«La décision du Président est un grand pas vers l'amélioration de la mécanisation en agriculture»

Ilham Guedioura, enseignante-chercheuse en machinisme agricole à l'ENSA, indique que «la décision du Président est un grand pas vers l'amélioration de la mécanisation en agriculture».

Mme Ilham Guedioura, enseignante-chercheuse en machinisme agricole à l'École nationale supérieure d'Agronomie (ENSA). Spécialiste des systèmes de mécanisation adaptés aux réalités locales, elle livre, dans cet entretien, une analyse de l'état actuel du machinisme agricole en Algérie, de ses limites structurelles, mais aussi des perspectives offertes par l'innovation, la formation et la recherche scientifique. Son regard croise expertise académique et connaissance du terrain, apportant un éclairage essentiel sur un secteur clé pour l'avenir de l'agriculture nationale.

Quel est le niveau actuel de la mécanisation agricole en Algérie?

L'agriculture en Algérie est mécanisée surtout dans le domaine céréalier, maintenant si on parle du niveau de mécanisation il faut déterminer ce qu'on appelle «l'indice de mécanisation» qui est un indicateur clé, il exprime la disponibilité ou l'intensité d'utilisation des machines agricoles, par rapport à la surface cultivée ou au travail fourni. Il met souvent en relation le nombre de tracteurs ou d'équipements motorisés avec une unité de surface. Exemple des tracteurs par 100 ha ou par 100 km2 de terres arables ou encore la puissance disponible par hectare cultivé. Il ne se limite pas au simple nombre de tracteurs.

D'autres outils motorisés comme les moissonneuses-batteuses, les semoirs ou les pulvérisateurs peuvent aussi contribuer à cet indice. Cet indice est important parce qu'il donne une image relative de la modernisation agricole: un pays peut avoir beaucoup de terres, mais peu de machines par hectare ce qui signifie une mécanisation faible ou inégale. Si on se réfère aux données de la FAO, l'Algérie présente un niveau de mécanisation moyen suffisamment développée par rapport à certains pays africains mais il est toutefois hétérogène. Cette hétérogénéité s'explique par la taille des exploitations, l'accès des agriculteurs aux machines, les contraintes territoriales et les capacités techniques disponibles.

Quel impact concret la décision du président de la République Abdelmadjid Tebboune faisant de la mécanisation agricole un axe stratégique, aura-t-elle sur le terrain et sur les exploitations agricoles?

D'abord il faut comprendre que la machine n'est pas juste un outil mais c'est le premier intrant à considérer en agriculture, le machinisme agricole est une science et fait l'objet de recherches scientifique. La décision du président Abdelmadjid Tebboune du 19 janvier 2026, en instaurant un Conseil national de la mécanisation agricole a mis le point sur une des plus grandes problématiques de l'agriculture. La décision aussi de la création des coopératives de location de matériel, marque un tournant stratégique pour y aller vers une agriculture avec une mécanisation moderne. L'État multiplie donc les efforts pour renforcer la mécanisation car cela peut fortement influencer la productivité, surtout dans le secteur céréalier. En résumé, sous l'impulsion du Conseil, l'adoption de techniques modernes permet d'optimiser l'utilisation des terres, tout en assurant un entretien strict des matériels et la disponibilité des pièces de rechange. L'accès aux équipements est renforcé grâce aux coopératives de location, qui offrent aux petits exploitants la possibilité de profiter de technologies performantes. Cette approche allège la pénibilité des travaux, diminue les coûts de main-d'œuvre et contribue à sécuriser les récoltes face aux aléas climatiques.

Il y a aussi la création du Conseil supérieur de la mécanisation. Celui-ci peut-il devenir un véritable levier stratégique de la mécanisation en Algérie?

La polyvalence du Conseil supérieur de la mécanisation constitue un atout déterminant, car elle favorise une approche à la fois opérationnelle et analytique. Chaque participant mobilise son expérience de terrain, acquise au contact direct des réalités professionnelles, tout en contribuant par une culture de la recherche fondée sur l'observation et la méthodologie. Cette complémentarité permet de mieux comprendre les enjeux, d'identifier les risques et d'évaluer les options. Le conseil devient alors un espace structurant de concertation, de capitalisation des savoirs et de construction collective des décisions. Il agit comme un dispositif d'amélioration continue, garantissant cohérence, efficacité et impact.

Quels sont les principaux obstacles qui freinent la mécanisation agricole aujourd'hui?

Le parc matériel est vieillissant donc nécessite une stratégie de maintenance adaptée, à mon avis c'est un des freins technique n°1. Acheter une machine est une chose, la garder en état de marche en est une autre. Il est fréquent qu'une moissonneuse ou un tracteur soient immobilisés en pleine récolte ou un travail du sol pour une simple courroie ou un roulement introuvable localement. Les réseaux de distribution de pièces sont encore concentrés dans les grandes villes du Nord, laissant les agriculteurs des petites villes démunis. Sans parler du cout des pièces de rechange quand on la trouve. Certain nouveau matériel est bourré d'électronique. Le mécanicien classique, habitué aux vieux moteurs des anciens tracteurs purement mécaniques, ne peut souvent pas réparer sans un matériel de diagnostic électronique. Une main-d'œuvre qualifiée est aussi un point à revoir pour débloquer le secteur de la maintenance. Deuxièmement, un matériel inadapté constitue un obstacle majeur à la performance agricole, il est essentiel de choisir son matériel en fonction de la région, du climat, du type de sol et de la superficie cultivée. Un matériel inadapté peut entraîner des retards d'intervention, notamment lorsque les conditions météorologiques sont défavorables, et provoquer une baisse des rendements.

En zones humides, un matériel trop lourd accroît le tassement du sol, tandis qu'en zones sèches, un travail excessif du sol favorise la perte d'humidité et l'érosion. Les sols argileux, sableux ou caillouteux requièrent chacun des outils spécifiques pour éviter la formation de mottes, le lissage excessif ou l'usure prématurée. Et donc Si l'acquisition d'actifs technologiques est une condition nécessaire à la mécanisation et la modernisation du secteur, l'absence de maîtrise technique et d'ingénierie opérationnelle constitue un frein structurel à l'efficience réelle de la mécanisation agricole.

Mais la mécanisation contribue à l'amélioration des rendements et à la réduction des coûts pour l'agriculture…

Effectivement, la mécanisation contribue de manière significative à l'amélioration des rendements agricoles ainsi qu'à la réduction des coûts de production. Elle permet avant tout de réaliser les travaux agricoles au moment le plus opportun, ce qui est un facteur déterminant pour la productivité. Par exemple, un semis effectué dans la période idéale garantit une germination homogène et un enracinement optimal des plantes. De même, le désherbage mécanisé à temps permet d'éliminer efficacement les mauvaises herbes, évitant ainsi qu'elles ne concurrencent les cultures pour l'eau, la lumière et les nutriments. La récolte, lorsqu'elle est réalisée avec des machines adaptées et bien réglées, se fait rapidement et avec précision, limitant ainsi les pertes de produits. Cette meilleure qualité d'exécution se traduit directement par une production plus importante et des produits agricoles de meilleure qualité. En parallèle, la mécanisation contribue également à réduire les coûts de production. Elle diminue la dépendance à la main-d'œuvre, qui représente souvent une part importante des dépenses dans l'agriculture. L'utilisation de machines permet d'accélérer les travaux et de réaliser plusieurs opérations en un temps plus court, ce qui optimise l'efficacité globale sur le champ. De plus, la mécanisation favorise un usage plus rationnel des intrants agricoles, tels que le carburant, les semences et les engrais. Grâce à une application plus précise et uniforme, il est possible de limiter le gaspillage et de maximiser l'effet de chaque ressource investie. Cette optimisation des intrants et de la main-d'œuvre se traduit par une augmentation de la production par hectare et, en conséquence, par une diminution du coût par tonne produite.

Mais il faut savoir maîtriser cette mécanisation…

Il est essentiel de souligner que les bénéfices de la mécanisation dépendent du bon déroulement des opérations. Pour obtenir les résultats escomptés, il est indispensable de respecter le timing des interventions et d'utiliser des machines adaptées à chaque type de culture. Les réglages doivent être effectués correctement et l'entretien des équipements doit être régulier afin de garantir leur bon fonctionnement. Une machine mal réglée ou défectueuse peut non seulement réduire l'efficacité du travail, mais aussi entraîner des pertes importantes, annulant ainsi les avantages de la mécanisation. In fine, la mécanisation, lorsqu'elle est correctement planifiée et appliquée, permet d'exécuter les travaux agricoles avec plus de précision, d'augmenter les rendements et de réduire les coûts. Elle offre une production plus importante par hectare, un coût de production souvent plus faible, et assure une meilleure qualité des produits agricoles. L'insistance sur le bon timing des opérations, l'utilisation de machines adaptées et leur bon entretien reste donc la clé pour transformer pleinement la mécanisation en un levier efficace de performance agricole.

Dans ce contexte, quelles mesures urgentes faut-il prendre pour accélérer la mécanisation agricole en Algérie?

Je dirais plutôt améliorer la mécanisation, la décision du Président est un grand pas vers l'accélération et surtout l'amélioration de la mécanisation en agriculture. Les mesures sont donc déjà prises, ajouté à cela la participation des compétences qui ont l'expérience du terrain dans les différents secteurs économiques ou la formation. Avec la collaboration de tous et une bonne stratégie, la mécanisation sera boostée vers l'avant. Pour atteindre cet objectif, il est essentiel de renforcer plusieurs axes. Tout d'abord, la formation continue des techniciens et des opérateurs agricoles est cruciale. Ces derniers sont en contact direct avec les machines et doivent maîtriser leur utilisation, leur entretien et leur réparation. Une mise à niveau régulière permettra de réduire les pannes, d'optimiser la productivité et d'assurer une utilisation durable des équipements. Ensuite, des mesures politiques et financières concrètes doivent faciliter l'accès au matériel agricole. Cela passe par des subventions ciblées, des crédits bonifiés pour les jeunes agriculteurs, mais aussi des incitations pour les investisseurs privés qui souhaitent moderniser le secteur. La création de partenariats public-privé peut également permettre de mettre à disposition des machines coûteuses à moindre coût, ou même de développer des coopératives d'utilisation de matériel agricole. Par ailleurs, l'innovation et l'adoption de technologies modernes doivent être encouragées. L'introduction de machines intelligentes, de systèmes de pilotage automatique et de capteurs agricoles peut améliorer considérablement la productivité, tout en réduisant la pénibilité du travail et les pertes post-récolte.

Le suivi des retours d'expérience sur le terrain et l'adaptation aux conditions climatiques et pédologiques locales sont également essentiels pour garantir l'efficacité des équipements. Enfin, il est important de coordonner les efforts entre les différents acteurs: services publics, instituts de recherche, entreprises privées et agriculteurs. Une planification rigoureuse, basée sur des données précises et des études de terrain, permettra de déployer les machines là où elles sont le plus nécessaires et de garantir un impact durable sur la productivité agricole. Avec ces mesures complémentaires, l'accélération de la mécanisation en Algérie ne sera pas seulement une promesse, mais un véritable moteur de modernisation et de compétitivité pour le secteur agricole.

L'aspect renforcement des compétences est également crucial. Les dispositifs actuels de formation et de qualification des agriculteurs et techniciens sont-ils suffisant pour accompagner la mécanisation?

En réponse à cette question, je ne peux que vous parler de l'École Nationale Supérieure Agronomique (ENSA), habilitée à proposer des formations continues, notamment des programmes dédiés au machinisme agricole, afin de former et de perfectionner les techniciens. Elle contribue également à la mise à niveau des acteurs intervenant sur le terrain. Les modules couvrent la mécanisation des itinéraires techniques: travail du sol, semis, fertilisation, traitements phytosanitaires et récolte, ainsi que l'intégration des innovations en agriculture. Ils incluent le choix, le dimensionnement et le calcul des performances des tracteurs, des outils et des chaînes de récolte) en fonction des besoins des cultures. En plus du machinisme, l'ENSA propose des actions de formation continue, des ateliers pratiques et des modules de spécialisation. Les apprenants travaillent notamment sur le réglage et le calibrage des machines afin d'optimiser la qualité des interventions et de réduire les pertes. Des travaux pratiques renforcent les compétences en atelier et sur le parc matériel. Ces formations visent une montée en compétences applicable à toutes les régions et à différents systèmes de production. Ainsi, l'ENSA constitue un outil important pour développer les capacités humaines du secteur agricole.

PALESTINE

Préparation d'une nouvelle étape de mobilisation en soutien à la cause palestinienne

Nabil Channoufi, membre du Comité international de la flottille Soumoud, a annoncé, au micro de Tunisie Numérique, le lancement imminent d'une initiative d'ampleur, mêlant action maritime et caravane terrestre, avec une participation internationale élargie.

Selon lui, le mouvement est désormais entré dans une phase post-caravane et post-flottille Soumoud, des actions qui ont marqué les esprits et suscité un large écho. « Ces initiatives ont été bénéfiques pour la cause palestinienne. Elles ont provoqué un débat important et ont été valorisées par les Gazaouis ainsi que par les forces de résistance », a-t-il déclaré.

UNE FLOTTILLE PLUS GRANDE ET UNE CARAVANE MONDIALE

Nabil Channoufi a annoncé la préparation d'une nouvelle flottille Soumoud, prévue pour le mois d'avril, qui se distinguera par son ampleur. Celle-ci devrait mobiliser un nombre plus important de bateaux, ainsi qu'un plus grand nombre de participants, issus de plusieurs pays.

Parallèlement, une caravane Soumoud par voie terrestre est également en cours de préparation. L'objectif affiché est clair : briser le siège imposé aux Palestiniens, à travers une mobilisation mondiale. Contrairement aux précédentes initiatives, la participation ne se limitera pas aux pays du Maghreb, mais s'étendra à des participants venus des quatre coins du monde.

DES DÉMARCHES DIPLOMATIQUES EN COURS

L'intervenant a précisé que cette nouvelle action est en cours d'organisation sur des bases plus structurées. Des contacts ont été établis avec les ambassades d'Égypte dans plus de 30 pays, certaines ayant déjà donné des réponses préliminaires favorables. Il a été demandé aux organisateurs de coordonner avec le Croissant-Rouge égyptien, dans le cadre des procédures nécessaires.

Selon Nabil Channoufi, cette initiative pourrait avoir un impact positif sur le renforcement des relations entre les pays participants, tout en contribuant à lever le blocus. Elle représenterait également une opportunité pour les autorités égyptiennes de démontrer, selon ses dires, qu'elles ne sont pas à l'origine de la fermeture du poste-frontière de Rafah, leur permettant ainsi de sortir du cercle des accusations.

DÉPART SIMULTANÉ ET ITINÉRAIRE PRÉVU

La caravane terrestre devrait transiter par l'Algérie, et son départ est prévu en même temps que celui de la flottille maritime. Les organisateurs ont assuré que davantage de détails seront communiqués dans les jours à venir, notamment concernant les itinéraires, les dates précises et les modalités de participation.

GHAZA

10 Palestiniens tombent en martyrs dans des raids sionistes

Dix Palestiniens, dont quatre enfants, sont tombés en martyrs et d'autres ont été blessés hier, dans des bombardements menés par l'armée de l'occupation sioniste ayant visé des tentes et des maisons de citoyens à l'est de la ville de Ghaza et au sud de la ville de Khan Younès dans le sud de l'enclave palestinienne, a rapporté l'agence de presse Wafa.

Des sources médicales citées par Wafa ont indiqué que sept citoyens, dont trois enfants, sont morts en martyrs et que d'autres ont été blessés lors d'un bombardement d'artillerie sioniste visant des tentes et des habitations dans les quartiers d'Al-Zeitoun et d'At-Tuffah, à l'est de la ville de Ghaza.

Les mêmes sources ont ajouté que trois autres citoyens palestiniens, dont un enfant, sont tombés en martyrs et que d'autres ont été blessés à la suite d'un bombardement de l'armée de l'occupation visant des tentes de déplacés dans la zone de Qizan Rashwan, au sud de la ville de Khan Younès.

Depuis l'accord de cessez-le-feu conclu le 10 octobre à Ghaza, après deux ans de génocide sioniste, au moins 529 Palestiniens sont tombés en martyrs et plus de 1 460 autres ont été blessés dans des agressions sionistes.

NIGERIA

L'armée américaine confirme le déploiement d'une « petite équipe »

Les États-Unis ont déployé un petit contingent d'officiers militaires au Nigeria, a déclaré le commandant du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) lors d'un briefing. Le général Dagvin R.M. Anderson a indiqué que ce déploiement faisait suite à une rencontre avec le président nigérian Bola Tinubu à Rome, à la fin de l'année 2025, soulignant une évaluation commune selon laquelle davantage d'efforts étaient nécessaires pour faire face à « la menace terroriste en Afrique de l'Ouest ». « Cela a conduit à un renforcement de la coopération entre nos nations, y compris l'envoi d'une petite équipe américaine qui apporte certaines capacités spécifiques des États-Unis afin de renforcer ce que le Nigeria fait depuis plusieurs années », a-t-il ajouté. En décembre, le président américain Donald Trump a autorisé des frappes aériennes contre des cibles au Nigeria et a indiqué que d'autres opérations militaires américaines pourraient suivre dans le pays. Le Nigeria fait l'objet d'une attention accrue de Washington après que Trump a menacé d'une action militaire, accusant ce pays d'Afrique de l'Ouest de ne pas protéger sa population chrétienne. Dans ce contexte, le Nigeria a été désigné comme « pays particulièrement préoccupant », une classification du Congrès américain appliquée aux États accusés de persécutions religieuses. Le gouvernement nigérian a fermement rejeté les accusations de génocide contre les chrétiens, affirmant que les groupes armés ciblent les civils indépendamment de leur affiliation religieuse.

LE CONSEIL DE LA PAIX AU SOUDAN

Avance d'une nouvelle initiative internationale pour un cessez-le-feu durable

Les États-Unis veulent imposer un cessez-le-feu durable au Soudan via le nouveau Conseil de la paix.

LE PLAN INCLUT UNE RÉFORME SÉCURITAIRE PROFONDE ET L'EXCLUSION DES GROUPES EXTRÉMISTES

Les États-Unis intensifient leurs efforts diplomatiques pour mettre un terme à la guerre au Soudan, en plaidant pour une initiative portée par le nouveau Conseil de la paix.

Selon des responsables cités par le Sudan Tribune, des diplomates américains œuvrent à l'adoption rapide d'un cadre international visant l'instauration d'un cessez-le-feu permanent avant la fin du mois de mars.

Cette démarche intervient dans un contexte d'enlisement militaire et d'aggravation de la crise humanitaire.

Créé le 15 janvier, le Conseil de la paix se veut un organe international permanent destiné à prendre le relais des mécanismes traditionnels des Nations unies dans les zones de conflit. Dirigé par les États-Unis, il est chargé de superviser et de mettre en œuvre des opérations de maintien de la paix à l'échelle mondiale.

UNE INITIATIVE SOUTENUE PAR LES PAYS ARABES

Pour le dossier soudanais, la stratégie défendue par Washington ne se limite pas à l'arrêt des combats : elle vise également à traiter les causes structurelles du conflit, notamment la réforme des forces armées et du secteur de la sécurité. Un point central de la feuille de route proposée réside dans l'exclusion des éléments extrémistes, en particulier des groupes islamistes, des sphères militaire et politique.

Les promoteurs du plan estiment qu'aucune stabilisation durable n'est possible sans une restructuration profonde des institutions sécuritaires et une clarification des rapports de force internes. Cette initiative bénéficie d'un appui régional significatif.

Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, a multiplié les contacts avec ses homologues des pays arabes afin d'harmoniser les positions.

La proposition prévoit une trêve humanitaire immédiate, qui pourrait entrer en vigueur à l'issue d'une conférence internationale dédiée à l'aide d'urgence. L'activité diplomatique s'est accélérée ces derniers jours, avec des échanges à haut niveau pour faciliter l'acheminement de l'aide et stabiliser une trêve. Parallèlement, le chef des renseignements soudanais, Ahmed Mufaddal, s'est rendu à Washington pour évoquer l'ingérence régionale et la présence de groupes extrémistes, signe d'une volonté de replacer le conflit soudanais au cœur des priorités sécuritaires internationales.

L'OCHA S'ALARME DE L'INSÉCURITÉ QUI FRAPPE LES RÉFUGIÉS AU SOUDAN

L'OCHA a affirmé que l'insécurité régnant dans plusieurs régions du Soudan et du Soudan du Sud est en train d'accentuer la détresse de centaines de milliers de réfugiés.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) considère que « l'insécurité persistante dans de nombreuses régions du Soudan du Sud pousse davantage de personnes à fuir et aggrave une situation humanitaire déjà grave ».

Il a fait savoir que l'une de ses missions dans l'Etat du Kordofan-Sud a découvert plus de 10.000 personnes déplacées vivant dans des camps confrontés à des pénuries critiques en matière d'alimentation, de soins, d'eau et d'assainissement, de logement et d'éducation.

280.000 PERSONNES CONTRAINTES DE FUIR LES COMBATS

L'OCHA a affirmé, dans ce contexte, que la plupart des familles nouvellement déplacées ont fui l'insécurité et la famine dans la capitale de l'Etat, Kadougli, et dans la ville de Dilling et que d'autres venaient des Etats du Kordofan-Ouest et du Darfour-Est, et certaines via le Soudan du Sud, après de longs et dangereux voyages.

A cet égard, l'OCHA a précisé que ses partenaires au Darfour-Nord ont signalé que plus de 1.000 personnes sont récemment arrivées dans la région de Tawila et que les familles sont confrontées à de graves pénuries de nourriture, de services de santé et d'articles ménagers de base.

« Les déplacements se poursuivent également dans les Etats du Darfour-Est et du Nil Bleu », a noté l'OCHA.

Au Soudan du Sud, depuis la fin du mois de décembre, la reprise des combats et des frappes aériennes dans l'Etat de Jonglei a contraint environ 280.000 personnes à fuir leurs foyers, selon le bureau, qui a souligné que sa capacité à fournir une aide vitale reste limitée en raison des affrontements et de l'insécurité persistants.

Acné des adultes

Considérée à tort comme une maladie de l'adolescence, l'acné touche également les adultes.

En effet, près de la moitié des femmes en souffrent. Même discrète, l'acné adulte provoque souvent une détresse psychologique. Les traitements sont d'une manière générale les mêmes que pour l'acné de l'adolescent, en dehors de quelques particularités.

Définition de l'acné de l'adulte

L'acné de l'adulte est fréquente et concerne aussi bien les hommes que les femmes. Dans la majorité des cas, elle succède à une acné juvénile. Plus rarement, elle peut s'installer à partir de 25 ans, sans que la personne ait présenté une acné significative auparavant. Ainsi, ces dernières années, la fréquence de l'acné de l'adulte semble en augmentation, en particulier chez les femmes.

LES MÉCANISMES DE L'ACNÉ ADULTE

Dans l'acné de l'adulte, comme dans la forme juvénile, trois mécanismes sont étroitement liés et se produisent au niveau des follicules pileux sébacés (cavités dans lesquelles les poils prennent naissance) du visage et/ou du thorax :

La stimulation des glandes sébacées par les hormones androgènes (produites par les testicules, les ovaires et les glandes surrénales) provoque la séborrhée (sécrétion excessive de sébum, film lipidique sécrété par les glandes sébacées de la peau). Ainsi, la séborrhée dépend de la sensibilité des glandes sébacées à ces hormones. La rétention sébacée associée à une hyperkératose du canal du follicule pileux (épaississement de la paroi de ce canal) provoque un bouchon gênant l'évacuation du sébum. Ce dernier s'accumule alors dans le follicule avec des squames, des fragments de poils et des bactéries. Le comédon se forme ainsi.

La présence de la bactérie Propionibacterium acnes dans le comédon et l'attraction des globules blancs dans le follicule bouché engendrent l'inflammation du follicule pileux. Le comédon évolue alors en microkyste.

QUELLES SONT SES CARACTÉRISTIQUES ET SES CAUSES ?

Chez l'adulte, l'acné évolue de manière chronique, mais reste le plus souvent discrète. Elle présente des différences en fonction du sexe :

Chez les femmes, elle siège préférentiellement au niveau du bas du visage en s'étendant vers le cou. Les lésions sont peu nombreuses, mais inflammatoires.

Chez les hommes, les lésions se concentrent généralement dans le dos et sont ainsi moins visibles.

Ainsi, pour expliquer la survenue d'acné chez l'adulte, les spécialistes ont formulé plusieurs hypothèses :

Des troubles hormonaux (hormones thyroïdiennes).

Un hyperandrogénisme (sécrétion excessive d'hormones androgènes).

Une contraception œstro-progestative inadaptée.

Le stress.

Les adultes tolèrent très mal cette forme d'acné, qui a des retombées psychologiques importantes, notamment par rapport au contexte professionnel. Les femmes en souffrent plus que les hommes, en raison de la différence de localisation des lésions. Ainsi, de l'anxiété, voire des cas de dépression, peuvent survenir en lien avec l'acné de l'adulte.

LE DIAGNOSTIC DE L'ACNÉ ADULTE

Le diagnostic de l'acné est simple, en raison du caractère spécifique des lésions cutanées. Les traitements disponibles chez l'adulte sont, quant à eux, identiques à ceux des adolescents :

Locaux (externes ou topiques).

Généraux (par voie orale).

Non médicamenteux.

Stratégies thérapeutiques chez l'adulte

Le choix du traitement de l'acné de l'adulte dépend de plusieurs éléments.

Le type d'acné

Il peut être rétentionnel (avec comédons et microkystes), inflammatoire ou mixte.

La sévérité de l'acné

La sévérité s'évalue grâce à des échelles, en particulier la GEA (Global Evaluation Acne) qui distingue 5 grades de sévérité :

absence de lésions.

pratiquement pas de lésions.

légère (moins de la moitié du visage atteint).

modérée (plus de la moitié du visage touché).

sévère : tout le visage est atteint, avec de nombreuses lésions.

très sévère : lésions très inflammatoires sur l'ensemble du visage.

DES FACTEURS DE GRAVITÉ

Ils se composent de :

L'atteinte du thorax, La présence de cicatrices, Des antécédents familiaux d'acné sévère, Un début à un âge précoce, Une résistance aux traitements, Des rechutes à l'arrêt des traitements, Une évolution au-delà de l'âge de 25 ans, Le stress. Le traitement de l'acné de l'adulte implique quelques particularités. En effet, les adultes supportent moins bien les traitements locaux. Par ailleurs, un traitement général est souvent inconvertible : antibiotiques, zinc et traitement anti-androgène. S'il est fumeur, le patient doit engager un sevrage tabagique. Chez les femmes, l'acné est souvent inflammatoire. Le Peroxyde de benzoyle s'utilise plus que les rétinoïdes. Par ailleurs, chez l'adulte, les antibiotiques s'avèrent souvent peu efficaces et il est fréquent d'avoir recours à un traitement hormonal (contraception adaptée +/- anti-androgène).

LES TRAITEMENTS LOCAUX DE L'ACNÉ

Plusieurs médicaments topiques (usage externe) peuvent être prescrits contre l'acné. Ils prennent la forme de crèmes, de pommades ou de gels.

LES RÉTINOÏDES

Les rétinoïdes (analogues de la vitamine A) topiques sont indiqués dans l'acné avec comédons et microkystes, inflammatoire ou non. Généralement, les rétinoïdes associés avec un autre médicament sont plus efficaces que seuls. Ces traitements sont formellement contre-indiqués en cas de grossesse et non prescrits aux femmes en âge de procréer en contraception efficace. En cas de découverte d'une grossesse au cours du traitement, celui-ci doit être immédiatement interrompu. Par ailleurs, les rétinoïdes provoquent fréquemment une irritation cutanée au début du traitement, qui ne doit pas être confondue avec une allergie.

LE PEROXYDE DE BENZOYLE

Le Peroxyde de benzoyle (antiseptique) est indiqué dans l'acné inflammatoire légère à modérée, avant la prescription d'un antibiotique local. Disponible en crème, il s'applique uniquement le soir. Il est susceptible d'entraîner une irritation cutanée, moins importante que les rétinoïdes. Par ailleurs, le patient doit prendre garde au pouvoir décolorant de ce médicament sur les vêtements.

LES ANTIBIOTIQUES TOPIQUES

En cas d'acné inflammatoire légère à modérée, le médecin peut prescrire des antibiotiques locaux. Il faut faire preuve de précaution pour éviter le développement d'une résistance bactérienne. Ainsi, il faut privilégier le peroxyde de benzoyle, ou les associations antibiotiques – rétinoïdes. Le traitement par antibiotique local ne doit pas excéder 3 mois et ne doit pas être associé avec un traitement antibiotique par voie orale.

Les traitements généraux

Lorsque les traitements locaux s'avèrent insuffisants pour enrayer l'acné, des médicaments par voie orale peuvent être indiqués.

DES ANTIBIOTIQUES, EN PARTICULIER LES CYCLINES

En cas d'acné inflammatoire modérée à sévère, le médecin peut prescrire des cyclines sur une durée minimale de 3 mois, pour éviter le développement d'une résistance bactérienne. Ainsi, le traitement peut être scindé en deux parties, 15 jours de traitement d'attaque à posologie élevée, suivis de plusieurs semaines de traitement d'entretien à posologie réduite de moitié. Les femmes enceintes peuvent prendre de l'érythromycine à la place des cyclines. Des risques de rechute sont possibles après l'arrêt du traitement. Par ailleurs, d'autres effets indésirables sont à noter (troubles digestifs, phototoxicité (toxicité en cas d'exposition au soleil), pigmentation de la peau et des dents).

L'HORMONOTHÉRAPIE

L'acné est étroitement liée aux hormones androgènes et la contraception peut ainsi fortement influencer cette atteinte cutanée. Chez les femmes, il est donc capital de choisir une contraception qui ne risque pas d'aggraver l'acné, mais au contraire qui peut l'améliorer. Deux pilules ont actuellement l'indication pour la contraception de la femme acnéique et sont à base de Norgestimate. Mais d'autres pilules peuvent être prescrites en fonction d'éventuels facteurs de risque existants chez les femmes (risque cardiovasculaire en particulier). Des médicaments anti-androgènes sont utiles en cas d'hyperandrogénie.

LES CORTICOÏDES

Les corticoïdes sont réservés aux acnés brutales, étendues et sévères (acnés fulminans), associées à de la fièvre et des douleurs articulaires.

LES TRAITEMENTS NON MÉDICAMENTEUX DE L'ACNÉ

En parallèle des traitements médicamenteux largement prescrits, il existe plusieurs techniques non médicamenteuses, plus ou moins efficaces.

LA MICROCHIRURGIE

La microchirurgie correspond à l'extraction, par le dermatologue, des comédons et des microkystes. Elle intervient à la suite et en complément des traitements médicamenteux dans les acnés rétentionnelles.

L'EXCISION OU INCISION

L'excision ou incision des lésions inflammatoires profondes pour faciliter l'écoulement du pus.

LES TECHNIQUES DE CORRECTION DES CICATRICES

Elles ne permettent pas d'estomper totalement les cicatrices, sont généralement coûteuses et doivent être répétées plusieurs fois. Aussi, elles impliquent différentes méthodes (laser, photothérapie, microchirurgie, microgreffes de peau, comblement, cryothérapie …).

LES SOINS COSMÉTIQUES CONTRE L'ACNÉ

Les soins cosmétiques permettent d'optimiser l'efficacité des traitements mis en place.

Aussi, des règles d'hygiène de vie et le suivi de soins cosmétiques limitent la progression des lésions, facilitent leur guérison et atténuent l'impact de certains effets indésirables :

Les peaux acnéiques sont fragiles. Il ne faut donc pas utiliser de produits agressifs tels que des savons liquides à base de détergents, des antiseptiques moussants, des solutions alcoolisées. Un savon surgras, un pain de toilette sans savon ou un lait sont à privilégier. Par ailleurs, des lotions nettoyantes douces peuvent être utilisées en complément ;

Pour les hommes, il faut éviter le rasage quotidien et privilégier un rasoir électrique. Après rasage, il faut bannir les lotions alcoolisées et préférer des crèmes hydratantes et apaisantes. L'emploi quotidien d'une crème hydratante est indispensable pour protéger la peau et limiter l'irritation cutanée liée aux traitements. Veiller au choix des produits de maquillage. En effet, il faut éviter qu'ils n'aggravent les lésions acnéiques. La protection solaire est indispensable. En effet, si le soleil peut avoir une action bénéfique sur le moment, il devient néfaste à long terme et provoque des récidives importantes. Par ailleurs, les traitements de l'acné imposent une protection solaire renforcée pour éviter une pigmentation irréversible de la peau ;

Les peelings ont une efficacité discutable. Dans les formes légères d'acné, ils peuvent néanmoins améliorer l'aspect cutané.

Certains cosmétiques ont été spécifiquement conçus contre l'acné. Ainsi, de nombreuses gammes sont disponibles en pharmacie et parapharmacie. En effet, elles contiennent généralement des agents apaisants, anti-inflammatoires, séborégulateurs ou matifiants. Ces cosmétiques ne doivent en aucun cas être confondus avec des médicaments locaux, indiqués dans le traitement de l'acné.

Selection du vendredi

TF1

21h10

Le grand concours

Présenté par : Arthur
«Le grand concours» fait son grand retour avec Arthur aux commandes ! Les invités, prêts à se donner à fond, s'affrontent dans une ambiance à la fois conviviale et déjantée, entre éclats de rire et répliques pleines d'esprit. Attendez-vous à une soirée mémorable, où les questions fusent à toute vitesse, où les réponses, qu'elles soient justes ou farfelues, s'enchaînent à un rythme effréné, et où chaque joueur, sous ses airs de compétiteur, se dévoile au fil des épreuves. Bien plus qu'un simple jeu de culture générale, «Le grand concours» se transforme en véritable show où l'intensité du défi se mêle à l'humour et à l'autodérision.

France 2

21h10

Milan-Cortina 2026

Matthieu Lartot, accompagné de Nathalie Péchalat, Alexandre Boyon et Raphaële Schapira, correspondante à Rome pour France Télévisions, seront présents en direct depuis le mythique stade San Siro à Milan pour commenter cette 25e édition des Jeux olympiques d'hiver. Pour faire vivre toute la ferveur de l'événement, des journalistes et consultants seront par ailleurs mobilisés depuis différents sites olympiques tels que Cortina d'Ampezzo et Bormio (ski alpin), Predazzo (saut à ski), Val di Fiemme (ski de fond) ou encore Anterselva (biathlon).

5

21h05

Une histoire simple

Avec Romy Schneider, Claude Brasseur, Bruno Crémer, Arlette Bonnard, Sophie Daumier, Eva Darlan, Francine Bergé, Roger Pigaut, Madeleine Robinson, Jacques Sereys, Nadine Alari, Yves Knapp, Xavier Gélin
Marie, la quarantaine, divorcée, vit avec son fils de 16 ans. Elle a une liaison avec Serge et attend un enfant de lui. Mais leur relation bat de l'aile. Elle décide de se séparer de Serge et d'avorter. Marie est très proche de ses quatre collègues, Gabrielle, Francine, Anna et Esther. Toutes ont des vies plus ou moins compliquées. Après un séjour à la campagne dans la maison de famille de Gabrielle, Marie renoue avec Georges, son ex-mari. Leur amour renaît mais une brouille les sépare une fois de plus.

France 3

21h10

Cassandre

Avec Gwendoline Hamon, Alexandre Varga, Dominique Pinon, Jessy Ugolin, Emmanuelle Bourgerol, Sören Prévost, Emilie Gavois-Kahn, Luca Malinowski, Vincent Jouan, Fanny Ami, Agnès Sourdillon, Meimona Soumare, Daniel Njo Lobe, Bérénice Baoo, Guillaume Faure
Cassandre enquête sur la mort de Xavier Delmont, 33 ans, bien connu dans la région pour être le propriétaire d'une marque de matériel de sport de montagne ayant le vent en poupe : O2Climbers. Marque qui sponsorise l'AlpsMan, un triathlon extrême dont le départ sera donné dans une semaine à Annecy et auquel Xavier devait participer !

M6

21h00

Arnaques !

Présenté par : Julien Courbet
Ce magazine décrypte les arnaques les plus redoutables, celles qui transforment la vie en cauchemar et coûtent parfois très cher. Julien Courbet et ses équipes ont remonté les filières et mis à jour les pièges tendus par les escrocs. Vous découvrirez leurs techniques pour vous attirer dans les mailles de leurs filets mais aussi les conseils avisés d'experts pour vous en prémunir. Précédemment, Julien Courbet s'est intéressé à l'usurpation d'identité, en rapportant le témoignage d'escrocs, qui ont accepté de révéler leurs méthodes. Nous avons vu que ce phénomène est boosté par l'essor des achats en ligne et des réseaux sociaux.

W9

21h025

Enquête d'action

Présenté par : Marie-Ange Casalta
À Marseille, le trafic de drogue reste une réalité omniprésente et sa lutte, un enjeu central. Les compagnies de gendarmerie des Bouches-du-Rhône multiplient les actions pour démanteler les organisations criminelles liées à la drogue. Et les résultats sont là. Les «narcomicides», les décès liés au trafic de drogue, ont diminué de 50% en 2024 et 30 points de deals ont été supprimés. Mais le combat continue ! Les compagnies d'Aix-en-Provence et d'Arles mènent des opérations d'envergure dans l'arrière-pays Marseillais, où certains habitants s'improvisent producteurs de cannabis à l'abri des regards.

LE CHIFFRE DU JOUR

10 **LES EXPORTATIONS** turques de haute technologie devraient atteindre 10 milliards de dollars en 2025.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

IMMIGRATION

L'angle mort stratégique de l'Europe vieillissante

PAR SALAH LAKOUES

Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, la France compte plus de morts que de naissances. Le fait est historique, documenté, incontestable.

Et pourtant, il est traité comme une curiosité statistique plutôt que comme un signal d'alarme politique majeur. Car derrière ce basculement démographique se cache une question centrale que les gouvernements européens refusent d'affronter : comment maintenir un modèle économique et social sans renouvellement de la population active ?
La réponse est connue. Elle est même déjà à l'œuvre. Mais elle demeure niée, combattue, disqualifiée : l'immigration.

UNE CRISE DÉMOGRAPHIQUE DURABLE, AUX EFFETS IMMÉDIATS

Le recul des naissances n'est ni conjoncturel ni réversible à court terme. Les politiques natalistes, quand elles existent, ne produisent des effets qu'à l'horizon d'une génération. Or les besoins, eux, sont immédiats : hôpitaux en tension, pénuries de main-d'œuvre dans la restauration, le bâtiment, l'agriculture, l'aide à la personne, pression croissante sur les systèmes de retraite. L'économie française — comme l'économie européenne — fonctionne déjà grâce aux immigrés. Ils nettoient, soignent, construisent, livrent, produisent. Mais cette réalité est dissimulée derrière un discours anxiogène où l'étranger est présenté comme un coût, un risque ou une menace.

QUAND L'IDÉOLOGIE L'EMPORTE SUR LA RATIONALITÉ

Au lieu d'organiser légalement l'immigration de travail, les États multiplient les obstacles administratifs, les restrictions de visas, les lois répressives. Cette stratégie ne réduit ni les flux ni les besoins ; elle produit de l'irrégularité, alimente le travail informel, prive les finances publiques de cotisations et installe une précarité structurelle.
Ce choix est moins économique que politique. L'immigration est devenue un objet de surenchère électorale, captif des obsessions identitaires et des peurs entretenues par l'extrême droite — souvent reprises, puis normalisées, par les gouvernements eux-mêmes.

LE CAS ALGÉRIEN : UN MALAISE HISTORIQUE NON RÉSOLU

La relation franco-algérienne concentre toutes ces contradictions. Les Algériens figurent parmi les populations les plus présentes dans les secteurs essentiels de l'économie française. Mais ils sont aussi parmi les plus stigmatisés dans le débat public : durcissement des visas, discours sur l'« indésirabilité », suspicion permanente.
Ce traitement différencié ne peut être compris sans le refoulé colonial. La question algérienne reste chargée d'une mémoire que la France officielle peine à assumer : celle d'une guerre perdue, d'une domination violente, et d'un lien humain qui n'a jamais disparu. Derrière la politique migratoire se rejoue une relation de pouvoir que l'histoire a pourtant déjà tranchée.

UNE FAUTE GÉOPOLITIQUE EUROPÉENNE

À l'échelle internationale, le refus d'organiser une immigration digne et contractuelle constitue une erreur stratégique majeure. Le monde est désormais multipolaire. Les pays du Sud ne sont plus condamnés à subir. L'Algérie, comme d'autres États africains, diversifie ses partenariats, affirme sa souveraineté et refuse d'être le simple sous-traitant des politiques sécuritaires européennes. Externaliser les frontières, conditionner l'aide, criminaliser la mobilité humaine : cette approche affaiblit la crédibilité politique et morale de l'Europe, tout en nourrissant des tensions durables avec ses voisins.

MOBILITÉ, DIGNITÉ, RÉCIPROCITÉ

Du point de vue algérien, l'enjeu n'est pas d'encourager l'exil massif de sa jeunesse, mais de refuser qu'elle soit traitée comme une main-d'œuvre jetable. La mobilité doit être pensée comme un échange équilibré : reconnaissance des qualifications, droits sociaux, circulation encadrée, possibilité de retour et de transferts de compétences.
L'«immigration choisie » ne peut être unilatérale. Elle doit être négociée, respectueuse et mutuellement bénéfique.

REGARDER LA RÉALITÉ EN FACE

L'alternative est claire. Soit l'Europe persiste dans le déni, alimente les fantasmes identitaires et s'enferme dans le vieillissement économique et social. Soit elle assume une vérité simple : sans immigration, il n'y aura ni croissance, ni protection sociale, ni stabilité durable.
L'Algérie observe cette hésitation avec lucidité. Elle n'est plus en position de demande, mais de choix.
Refuser l'immigration aujourd'hui, c'est préparer la crise de demain. L'assumer avec intelligence et respect, c'est investir dans un avenir commun — lucide, pragmatique et post-colonial.

S. *L.*

Post scriptum

Par : Salah Lakoues

L'Europe sans boussole : quand l'alignement remplace la souveraineté

Alors que le monde entre dans une phase de recomposition accélérée, marquée par le retour du rapport de force et la fin de l'illusion d'un ordre unipolaire, l'Union européenne apparaît de plus en plus comme un paradoxe géopolitique. Puissance économique majeure, elle agit pourtant comme un acteur politique mineur, préférant l'alignement stratégique à l'autonomie, la morale proclamée à la cohérence des intérêts. En se plaçant durablement dans le sillage de Washington, l'Europe renonce non seulement à peser sur l'équilibre mondial, mais s'expose aussi à voir ses propres normes retournées contre elle. Face à cette dérive, l'exemple de la doctrine algérienne du non-alignement revisité offre un contre-modèle lucide : celui d'une souveraineté exercée, fiable et respectée dans un monde désormais multipolaire.

L'EUROPE, OU LE CHOIX DU NAIN POLITIQUE DANS UN MONDE DE PUISSANCES

L'Union européenne aime à se penser comme une puissance. Elle en possède les attributs économiques, normatifs et institutionnels. Pourtant, à l'épreuve des recompositions géopolitiques contemporaines, elle apparaît surtout comme un acteur qui refuse d'assumer la puissance politique, préférant l'alignement à l'autonomie, la morale proclamée au rapport de force maîtrisé. Cette contradiction structurelle explique sa marginalisation croissante dans un monde devenu ouvertement multipolaire.

UN GÉANT ÉCONOMIQUE SANS STRATÉGIE POLITIQUE

L'Europe est un géant économique, mais elle a fait le choix délibéré de rester un nain politique. Ni doctrine de défense autonome, ni politique étrangère unifiée, ni capacité à dire non à son allié américain lorsque ses propres intérêts sont en jeu.
La dépendance sécuritaire à l'OTAN, l'acceptation des sanctions extraterritoriales américaines et l'alignement diplomatique quasi mécanique traduisent une délégation volontaire de souveraineté.
Ce renoncement n'est pas neutre : il prive l'Union européenne de crédibilité stratégique et l'expose à une perte d'influence accélérée, notamment auprès des pays du Sud, désormais centraux dans l'équilibre mondial.

L'ANGLE MORT EUROPÉEN : LE SUD ET SES PUISSANCES RÉGIONALES

Dans cette vision atlantocentrée, l'Europe semble oublier qu'elle a des voisins immédiats au sud. L'Algérie constitue à cet égard un cas emblématique. Puissance régionale stabilisatrice en Afrique du Nord et au Sahel, acteur énergétique majeur et diplomatie respectée dans le monde arabe et africain, l'Algérie incarne une doctrine de non-alignement revisitée, ancrée dans l'histoire mais résolument contemporaine.
Contrairement à une idée reçue, le non-alignement algérien n'est ni une neutralité passive ni une posture idéologique figée. Il repose sur trois piliers clairs :
La souveraineté décisionnelle,
La diversification des partenariats,
La fidélité aux engagements internationaux.
Le non-alignement algérien comme doctrine stratégique
La doctrine algérienne, héritée du mouvement des non-alignés mais adaptée au XXIe siècle, repose sur un principe simple : coopérer avec tous, s'aligner sur personne. Elle permet à Alger d'entretenir des relations stratégiques avec la Russie, la Chine, l'Europe, les États-Unis et le monde africain, sans se fondre dans un bloc.
Le dossier énergétique en offre une démonstration éclatante. Malgré sa proximité politique et historique avec Moscou, l'Algérie a été d'une constance irréprochable dans ses livraisons de gaz à l'Europe, y compris dans les moments de tension maximale entre la Russie et l'Occident. Aucun chantage, aucune instrumentalisation, aucune rupture opportuniste.
Ce comportement souligne une réalité que l'Europe peine à admettre :
le non-alignement peut être plus fiable que l'alignement, car il repose sur l'intérêt réciproque et la crédibilité, non sur la dépendance.

LE MIROIR RUSSE : UNE EUROPE MISE À NU

Les discours du Kremlin, notamment par la voix de Dmitri Peskov, exploitent ce contraste. Lorsque Moscou affirme que « ceux qui se soumettent continueront de se soumettre », la cible n'est pas tant Washington que Bruxelles. La Russie ne cherche pas à séduire l'Europe, mais à exposer son absence de souveraineté stratégique.
Face à Trump ou à toute autre administration américaine, Moscou revendique une ligne de fermeté. L'Europe, elle, apparaît comme un espace politique conditionné par l'habitude de l'alignement, incapable d'imposer ses propres priorités.

LE CAS IRANIEN : LA DÉRIVE NORMATIVE EUROPÉENNE

La décision du Parlement iranien de qualifier les armées européennes d'« organisations terroristes » illustre les conséquences de cette faiblesse stratégique. En réponse au classement envisagé du Corps des gardiens de la révolution islamique comme entité terroriste par l'UE, Téhéran invoque un principe classique : la réciprocité.
L'Iran renvoie ainsi l'Europe à un précédent qu'elle a elle-même créé : politiser la qualification de terrorisme en dehors de tout cadre onusien. Il ne s'agit pas d'une escalade militaire, mais d'une contre-offensive juridique et symbolique, révélatrice de la perte de crédibilité normative européenne.
La désagrégation de l'universalité du droit
Cette séquence s'inscrit dans un contexte plus large : Gaza, l'Ukraine, les sanctions sélectives, l'impunité différenciée. Pour une grande partie du monde non occidental, le droit international apparaît désormais comme à géométrie variable, appliqué selon l'identité de l'allié ou de l'adversaire.
L'Europe, qui se voulait puissance normative, découvre qu'on ne peut durablement défendre le droit tout en le subordonnant à une logique de bloc.

APPRENDRE DU SUD OU S'EFFACER

L'Europe se trouve aujourd'hui face à un choix clair. Soit elle persiste dans un alignement qui la transforme en acteur subalterne, dépendant et prévisible. Soit elle s'inspire de doctrines éprouvées, comme celle de l'Algérie, fondées sur la souveraineté, la constance et la multipolarité assumée.
Dans le monde qui vient, l'autonomie stratégique ne se proclame pas, elle se pratique. Faute de l'avoir compris, l'Europe risque de demeurer ce qu'elle est devenue :
Un géant économique administré, incapable de peser politiquement sur l'histoire qu'il subit.

S. L.